



Étude d'impact des
entreprises françaises
en Afrique



Sommaire

Remerciements	4
Résumé exécutif	5
Introduction	10
1. La France est un partenaire économique de premier plan du continent africain	11
2. Les entreprises françaises contribuent à la diversification des économies africaines	16
3. Les entreprises françaises s'inscrivent dans les politiques africaines de développement du « contenu local »	19
4. Un appui à la montée en compétence du capital humain en Afrique	25
5. Un appui technique et financier aux grands projets d'infrastructures et service public en Afrique	30
6. L'intégration des enjeux climatiques et de durabilité dans les projets d'infrastructures en Afrique	35
Annexes	38

Remerciements

La réalisation de ce rapport a été rendue possible grâce à l'implication de nombreux acteurs, que MEDEF International tient à remercier.

Nous exprimons tout d'abord notre reconnaissance aux institutions et entreprises françaises présentes en Afrique qui ont accepté de partager leurs données, leurs retours d'expérience et leurs perspectives de développement à travers des entretiens. Leur contribution a permis de mieux refléter les réalités opérationnelles et les enjeux concrets liés au développement des entreprises françaises sur le continent.

Une reconnaissance particulière est adressée aux entreprises sponsors, *Africa Global Logistics (AGL)*, *Bpifrance*, *Canal+*, *Orange*, *TotalEnergies* et *IN Groupe*, ayant activement soutenu cette étude, non seulement par leur contribution financière, mais également en participant aux entretiens, en partageant des données de terrain et en apportant leur éclairage sur les dynamiques sectorielles.

Nous remercions également la Direction générale du Trésor du Ministère de l'Économie, des Finances et de la Souveraineté industrielle, énergétique et numérique pour son appui dans le cadre de ce travail.

Nos remerciements vont également à l'ensemble des entreprises françaises ayant pris part à la collecte de données.

Enfin, nous saluons le travail de l'équipe Deloitte Economic Advisory, en charge de l'ensemble de cette étude et les remercions pour leur engagement tout au long de ce projet.

Résumé exécutif

LES ENTREPRISES FRANÇAISES EN AFRIQUE

Les IDE français en Afrique (stock)

La France, **2^e pays** en stock d'IDE en Afrique

13 pays africains concentrent environ **90 %** du stock d'IDE français sur le continent en 2023

↑ **+ 101 %**
Afrique de l'Est
(sur 2015-2023)

↑ **+ 51 %**
Afrique australe
(sur 2015-2023)

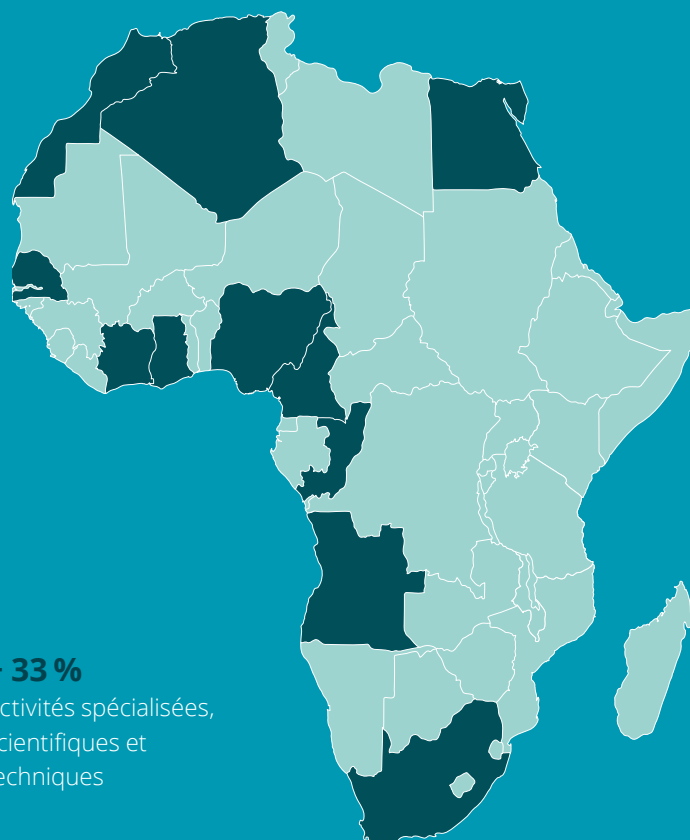
Près de **45 %** des stocks d'IDE français sur le continent africain sont dirigés vers des pays non francophones

Les IDE français présents dans **+15 secteurs** différents
(sur 2015-2023)

↑ **+ 83 %**
Commerce
et réparation
d'automobiles
et de motocycles

↑ **+ 35 %**
Transports
et entreposage

↑ **+ 33 %**
Activités spécialisées,
scientifiques et
techniques



Top 3 des pays destinataires en termes d'IDE



Montée en compétences du capital humain

77 %
Des entreprises sondées dans le cadre de la mission Gaymard mènent des actions de formation

Exemples d'initiatives de formation :

Côte d'Ivoire et Burkina Faso

AGL
Centres de formation et écoles dans le transit, le portuaire et le ferroviaire

Afrique et Moyen-Orient

Orange
Centres de formation Orange Digital Centers

Afrique

Canal +
Canal + Academy (en interne) et Canal + University (en externe)

Un partenariat économique de premier plan entre le continent africain et la France



4 221

Filiales

(+ 41 % sur 2015-2020)

+ 52 %

Afrique du Nord
(sur 2015-2020)

+ 41 %

Afrique de l'Est
(sur 2015-2020)

+ 36 %

Afrique de l'Ouest
(sur 2015-2020)



530 000

Employés

(+ 36 % sur 2015-2020)

+ 69 %

Afrique de l'Est
(sur 2015-2020)

+ 50 %

Afrique du Nord
(sur 2015-2020)

+ 39 %

Afrique de l'Ouest
(sur 2015-2020)



67 Mds EUR

de chiffre d'affaires

(+ 10 % sur 2015-2020)

+ 26 %

Afrique du Nord
(sur 2015-2020)

+ 21 %

Afrique de l'Ouest
(sur 2015-2020)

+ 2 %

Afrique de l'Est
(sur 2015-2020)

Le Maroc, le premier pays africain d'implantation des entreprises françaises sur le continent africain, avec :



985

Filiales



151 000

Employés



15 Mds EUR

de chiffre d'affaires

Une forte intégration locale

+ de 90 %

Des salariés employés
par les entreprises
membres du Comité
Afrique de MEDEF
International sont
africains

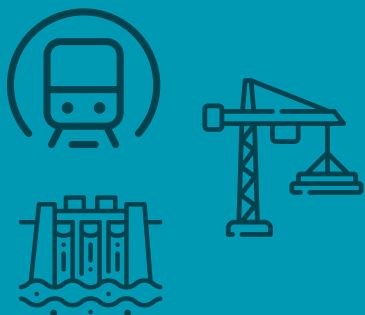
84 %

Des entreprises
françaises se
fournissent en intrants
et fournitures auprès
de fournisseurs locaux
africains

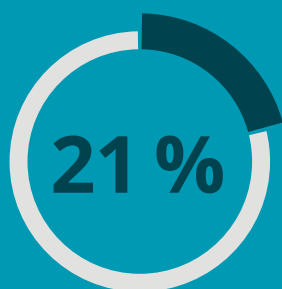
82 %

D'entre elles recourent
à des sous-traitants
locaux africains

Le savoir-faire des entreprises françaises en matière de grands projets d'infrastructures



Elles ont participé à l'élaboration de projets structurants : l'extension du port de Tema, le barrage hydroélectrique de Nachtigal, le métro d'Abidjan, le métro du Caire, la Ligne à Grande Vitesse Kénitra-Tanger, le Bus Rapid Transit de Dakar, l'usine de production de trains Gibela, etc.

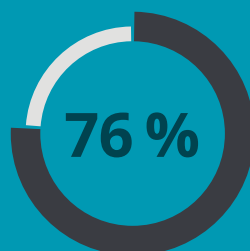


Les entreprises françaises ont participé à

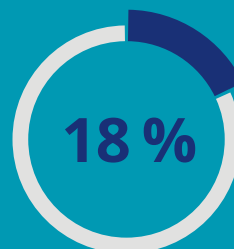
21 % des projets PPP

sur le continent africain entre 2015 et 2023.

Soit près de **300 projets**, dont :



Dans le secteur
de **l'énergie**



Dans le secteur
des **transports**



Source : Banque Mondiale (2024)

Illustration de projets des entreprises françaises sur le continent, liés aux enjeux climatiques

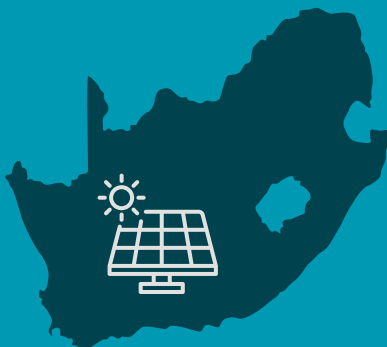
Egypte



Engie

Centrale éolienne
Red Sea Wind (650 MW)

Afrique du Sud



TotalEnergies

Centrale solaire
dans la province
Northern Cape
(216 MW)

Voltalia

Centrale solaire
de Bolobedu
(148 MW)

Cameroun



EDF

Barrage
hydroélectrique de
Nachtigal (420 MW)

Sources : Engie, EDF, TotalEnergies et Voltalia (consultés le 29/04/2025)

Le continent africain présente un dynamisme démographique unique et abritera **près de 40 % de la population mondiale à la fin du siècle, contre seulement 6 % en Europe**¹. Ainsi, l'Afrique est aujourd'hui un marché incontournable, et la croissance du nombre de filiales d'entreprises françaises en Afrique **(+41 % entre 2015 et 2020)**, notamment en Afrique de l'Est et australe, témoigne de l'importance stratégique du continent africain pour les acteurs économiques français.

Ces entreprises investissent dans un large spectre de secteurs prioritaires tout en contribuant activement à **répondre aux enjeux de formation, d'emploi** (des jeunes notamment), **de contenu local, de développement d'infrastructures et de durabilité du continent**. Elles privilégient une approche de **co-industrialisation** et de **co-investissement** en sachant mobiliser de nombreuses sources de financement français, européens et internationaux. C'est la raison pour laquelle le MEDEF International s'emploie à développer et approfondir des relations de travail avec l'ensemble des patronats africains francophones, anglophones et lusophones.

Il y a aujourd'hui une véritable impulsion donnée par la plupart des Etats africains afin de développer une économie diversifiée et de structurer des filières industrielles locales, et les entreprises françaises y jouent un rôle. Par exemple, en 2023, les investissements directs à l'étranger français en Afrique ciblaient, en sus des « industries extractives », **plus de 15 secteurs différents**, tels que le « commerce de gros et de détail ; la réparation d'automobiles et de motocycles », les « activités financières et d'assurance » ou encore les « industries manufacturières », à travers l'ensemble du continent.

Que ce soit en termes d'emplois pour sa jeunesse², de productivité³ ou de développement des talents locaux⁴, le continent affiche un besoin important de renforcement des compétences académiques et professionnelles locales pour répondre aux enjeux de croissance inclusive. Dans ce contexte, **les entreprises françaises présentes sur le continent emploient depuis 2010 un nombre croissant de salariés locaux** ; ces derniers représentaient en 2020 plus d'un demi-million⁵ d'employés. Surtout, ces embauches s'accompagnent de plans de formation professionnelle complémentaires à la formation universitaire locale. A titre d'exemple, certains acteurs

français comme Orange, Meridiam ou Africa Global Logistics (AGL) répondent aux besoins académiques et professionnels du continent en nouant des partenariats avec les universités locales. Parmi les exemples concrets : Orange, met en place des initiatives pour favoriser l'accès des talents locaux aux plus hauts postes de direction. AGL dispose de 87 partenariats avec des universités et écoles du continent, ainsi que de 3 centres de formation aux métiers portuaire, ferroviaire et du transit⁶. Meridiam a formé près de 300 personnes à la conduite de bus au Sénégal et plus de 100 employées aux systèmes de grue en Mauritanie⁷.

Il est aujourd'hui considéré comme prioritaire pour beaucoup de pays africains de **relocaliser les chaînes de valeur pour maximiser et développer la valeur ajoutée locale**. Cette préoccupation se reflète dans les lois et réglementations ainsi que dans les axes stratégiques des différents plans nationaux de développement. Les entreprises françaises participent à cet enjeu majeur comme l'illustre la hausse de près de 10 % du chiffre d'affaires réalisé par leurs filiales en Afrique sur la période 2015-2020 et la baisse concomitante de 22 % de leurs exportations à destination du continent. Le recours croissant de la part des entreprises françaises aux sous-traitants locaux⁸ renforce cet impact. Dans certains secteurs, ce recours local appuie l'essor d'un écosystème de fournisseurs locaux et contribue à structurer les chaînes de valeur locales, normes et labels de qualité. Dans ce sens, le groupe Canal + participe au développement de la filière audiovisuelle en Afrique en soutenant notamment la production locale d'un grand nombre d'émissions et de séries.

L'accès aux services publics essentiels est une condition importante pour un développement inclusif en Afrique. A l'échelle du continent, les deux tiers de la population ne vivaient pas à proximité d'un service de transport public en 2022⁹, moins de 40 % utilisait internet en 2023¹⁰ et près de 70 % des infrastructures qui seront en place dans les cinquante prochaines années restent à construire¹¹. L'expertise hexagonale en matière de service public, portée par de grandes entreprises françaises, est mobilisée par les pays africains pour relever ces défis de taille. Des acteurs comme IN Groupe ou SUEZ intègrent ainsi dans leurs projets en Afrique des concepts novateurs d'inclusion territoriale et socioéconomique s'appuyant sur l'expertise française en matière de modernisation des services publics, avec respectivement des solutions de cartes d'identité sécurisées et des projets d'accès à l'eau potable.

¹ United Nations (2024), 2024 UN World Population Prospects.

² OIT (2024). Global Employment Trends for Youth 2024: Sub-Saharan Africa.

³ Banque Mondiale, Indicateur « productivité par personne employée en 2023, en dollars PPA constants de 2021 » au 27/02/2025.

⁴ UA/OCDE (2024). Dynamiques du Développement en Afrique : Compétences, Emplois et Productivité.

⁵ Eurostat. Base de données : Outward FATS, main variables - NACE Rev. 2 (2010-2020).

⁶ AGL (avril 2025).

⁷ D'après l'entretien réalisé entre Meridiam et les équipes de Deloitte (2024).

⁸ Ambassade de France au Ghana (2023). Les relations économiques entre la France et le Ghana (consulté le 23/12/2024).

⁹ UNEP/UN-Habitat (2022). *Walking and Cycling in Africa: Evidence and Good Practice to Inspire Action*.

¹⁰ ITU (2023). *Measuring Digital Development: Facts and Figures 2023*.

¹¹ Banque Africaine de Développement. (2024) *Building climate-resilient infrastructure in Africa: challenges and opportunities*.

La réalisation des grands projets d'infrastructure en Afrique nécessite une expertise solide en matière de préparation de projet, mobilisant des acteurs expérimentés à chaque étape, de la conception à la mise en œuvre. Fortes d'une expérience reconnue dans ce domaine, les entreprises françaises jouent un rôle clé dans le développement de grandes infrastructures sur le continent, dont la mise en œuvre implique des études de faisabilité, et également d'impacts environnementaux et socio-économiques. Des entreprises comme Egis, Systra et Setec participent activement à la préparation de projets complexes d'infrastructure sur le continent. Leur expertise est particulièrement sollicitée dans des projets réalisés pour la première fois dans les pays concernés et pour lesquels la France dispose d'une expérience solide, comme dans le secteur des transports : métro du Caire, tramway de Casablanca ou encore ligne à grande vitesse reliant Tanger à Kénitra. L'implication des entreprises françaises se traduit également dans la structuration et le financement des projets, notamment à travers des contrats de partenariats public-privé (PPP). A titre d'exemple, le projet d'extension du port de Tema, porté par le groupe AGL en collaboration avec APM Terminals et l'Autorité portuaire du Ghana (GPHA), est considéré comme l'un des plus grands PPP jamais réalisé en Afrique subsaharienne¹².

Face aux changements climatiques et à la multiplication des phénomènes climatiques extrêmes, les Etats africains sont contraints de repenser leurs politiques de développement. En effet, il est estimé que sur la prochaine décennie, l'adaptation aux changements climatiques à l'échelle du continent coûtera entre 30 Mds USD et 50 Mds USD¹³, c'est-à-dire de 2 % à 3 % du PIB régional. Les entreprises françaises ont développé une expertise reconnue dans la construction d'infrastructure durables répliquables en Afrique, comme l'a démontré la Société de livraison des ouvrages olympiques (SOLIDEO) pendant les Jeux Olympique de Paris 2024 qui a réalisé des installations durables et parmi les moins polluantes de l'histoire des JO.



¹² AGL (2023). Lancement officiel de la phase 2 du projet d'extension du terminal 3 de MPS au Ghana.

¹³ **Organisation Météorologique Mondiale (2024).** *State of the Climate in Africa 2023.*

Introduction

Ce rapport porté par le MEDEF International propose une analyse de la présence des entreprises françaises en Afrique. Il met en lumière le poids et l'impact socio-économique des entreprises françaises sur le continent en s'appuyant sur des données quantitatives et qualitatives ainsi que sur des études de cas. Les indicateurs économiques témoignent d'un engagement toujours fort des acteurs privés français, participant à la valorisation du capital humain, à la création d'emplois, au développement des infrastructures, et à l'accompagnement dans la transition énergétique et écologique du continent.

Cette étude s'organise en 6 sections complémentaires afin de fournir une analyse approfondie de l'impact économique, humain et environnemental des entreprises françaises en Afrique. Chacune de ces sections mobilise plusieurs sources d'informations : des données statistiques publiques, les résultats d'un questionnaire d'enquêtes auprès de groupes français implantés en Afrique, des études de cas d'actions et de projets locaux à fort impact d'entreprises françaises, des rapports publics et des entretiens réalisés avec des responsables au sein d'entreprises françaises opérant sur le continent. Cette approche permet de dresser un état des lieux et de comprendre les dynamiques actuelles du partenariat économique entre les pays d'Afrique et la France.



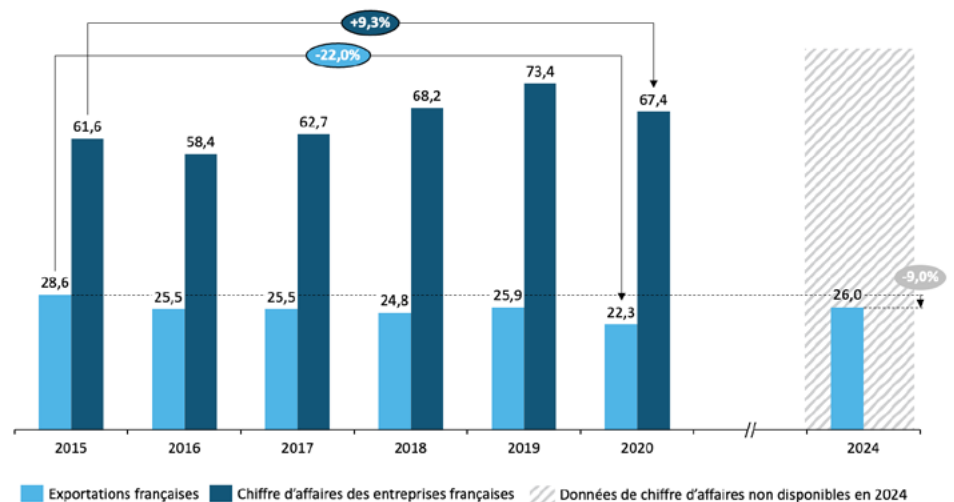
1. La France est un partenaire économique de premier plan du continent africain

Le discours médiatique actuel confond parfois perte d'influence politique avec désengagement économique : c'est une erreur. L'analyse de plusieurs indicateurs économiques clés révèle une dynamique tout autre quant à la présence française sur le continent, et le témoignage des opérateurs économiques locaux ne fait pas état d'un sentiment « anti-startup ou anti-entreprises françaises ».

Si on a pu constater une **diminution des exportations françaises en valeur vers l'Afrique sur la période 2015-2024 de 9 %** (cf. Figure 1), **la présence et l'impact des entreprises françaises en Afrique est en progression lorsqu'on analyse d'autres indicateurs économiques** tels que : le nombre de filiales d'entreprises françaises implantées dans les pays africains, leur chiffre d'affaires, le nombre d'emplois ou encore les Investissements Directs Etrangers (IDE). La présence croissante de filiales d'entreprises françaises sur l'ensemble du continent caractérise aujourd'hui le rapport économique entre l'Afrique et la France.

Figure 1

Evolution des exportations françaises FAB¹⁴ à destination de l'Afrique sur la période 2015-2024 et du chiffre d'affaires des entreprises françaises en Afrique sur la période 2015-2020 (milliards d'euros)



Source : Données INSEE du 08/01/2025 pour les exportations et données Eurostat du 03/01/2024 pour le chiffre d'affaires, calculs Deloitte



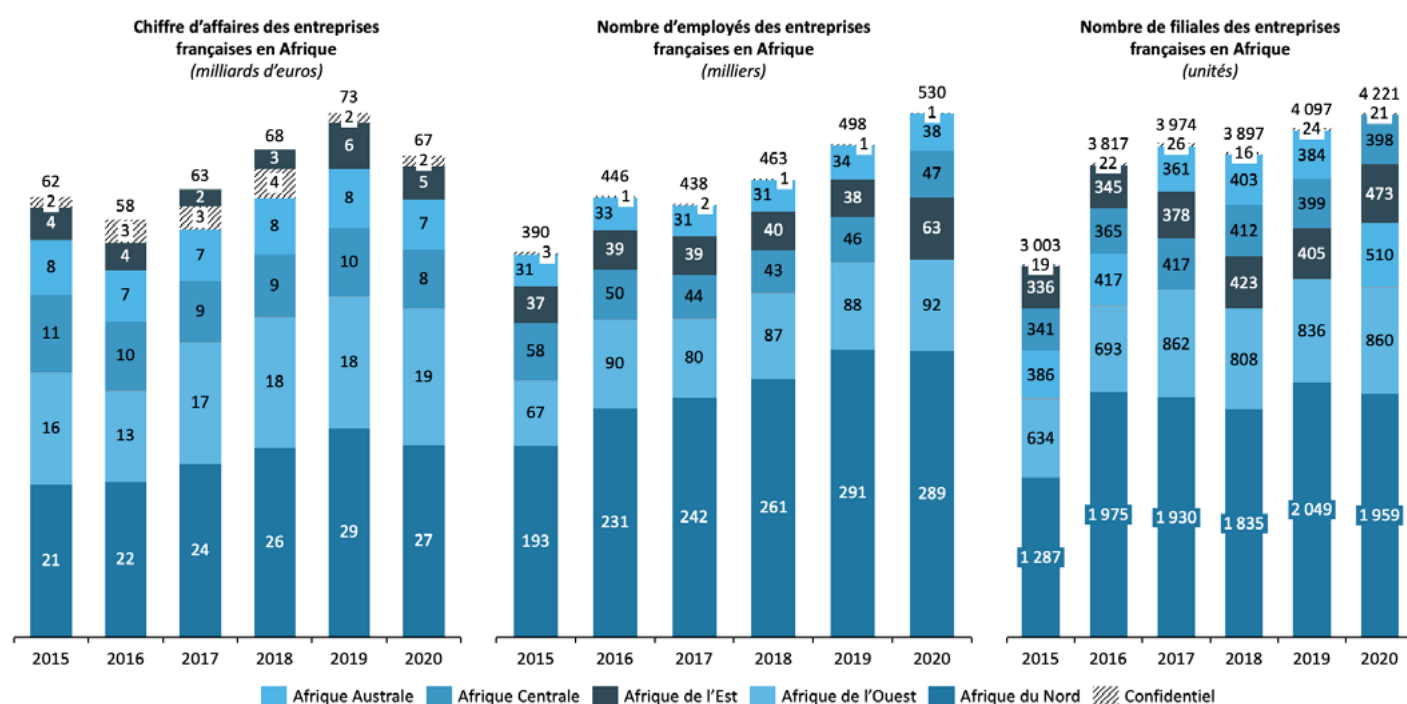
¹⁴ Prix franco à bord (FAB).

Selon les dernières données disponibles¹⁵, le **chiffre d'affaires des entreprises françaises en Afrique a en effet augmenté de près de 10 % entre 2015 et 2020**, majoritairement en Afrique du Nord (+26 %), de l'Ouest (+21 %) et de l'Est (+2 %). **Les entreprises françaises substituent une partie de leurs importations par de la production locale via leurs filiales sur place.** Le

nombre de ces filiales a augmenté de 41 % à l'échelle du continent, notamment en Afrique du Nord (+52 %), en Afrique de l'Est (+41 %) et en Afrique de l'Ouest (+36 %). **Enfin, le nombre d'employés locaux a cru de 36 % sur cette période** (cf. Figure 2), principalement en Afrique de l'Est (+69 %), Afrique du Nord (+50 %) et en Afrique de l'Ouest (+39 %).

Figure 2

Evolution du chiffre d'affaires, du nombre de filiales des entreprises françaises et du nombre d'employés de ces filiales en Afrique sur la période 2015-2020



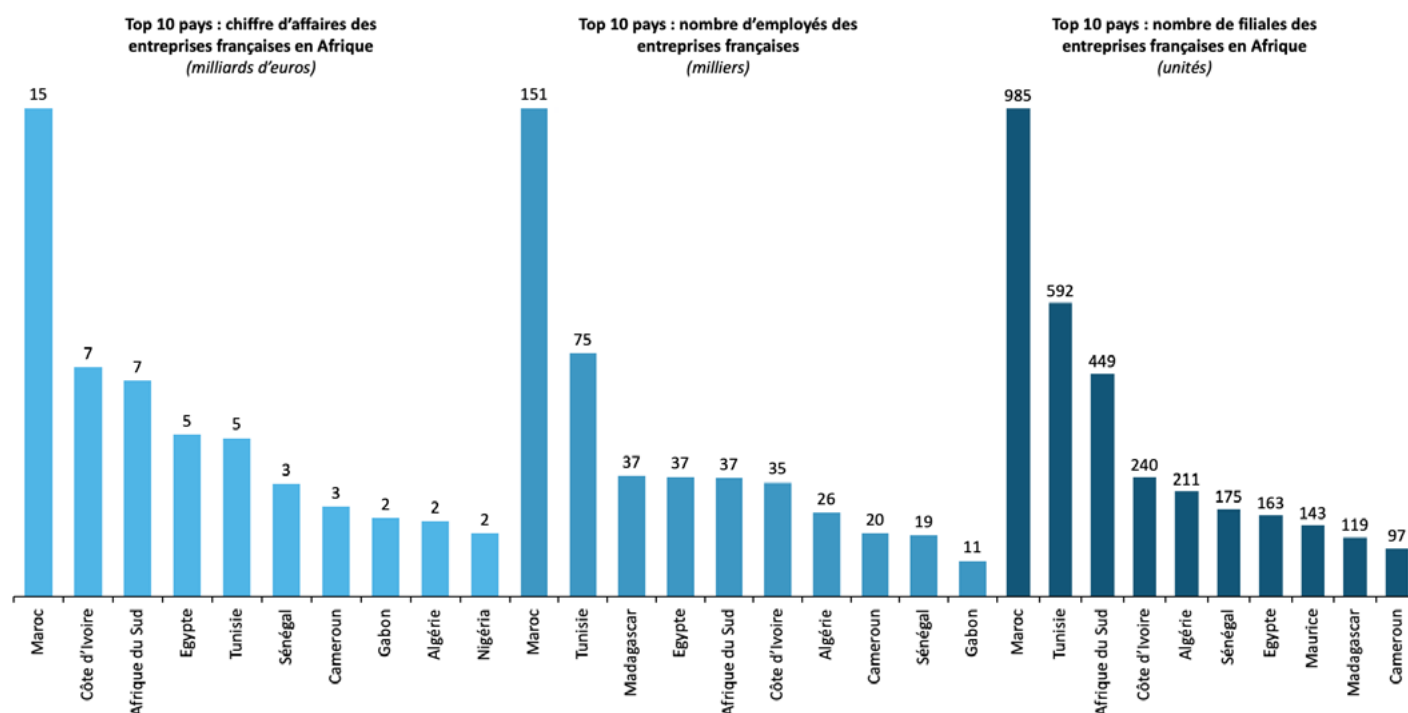
Source : Données Eurostat du 03/01/2024, Calculs Deloitte

En 2020, les entreprises françaises étaient présentes dans plus de 50 pays du continent. Dix pays concentraient 75 % des entreprises françaises, 84 % de leurs employés locaux et 75 % du chiffre d'affaires réalisé dans le continent (cf. Figure 3).

¹⁵ Base de données Eurostat « Outward FATS, main variables - NACE Rev. 2 (2010-2020) » qui présente des résultats agrégés à l'ensemble de l'économie du continent à laquelle sont soustraits l'administration publique, la défense et la sécurité sociale obligatoire. Les données les plus récentes disponibles concernent l'année 2020 (consultée le 26/02/2025).

Figure 3

Top 10 pays en chiffre d'affaires, nombre de filiales des entreprises françaises et nombre d'employés de ces filiales en Afrique en 2020



Source : Données Eurostat du 03/01/2024, Calculs Deloitte

C'est un fait, les entreprises françaises contribuent au développement des économies à travers leurs investissements *greenfield* et *brownfield*.

Ces investissements permettent d'accroître la production nationale qui se substitue progressivement à une partie des importations, créant de la valeur ajoutée et de l'emploi localement, et limitant les éventuels déficits commerciaux.

La présence des entreprises françaises en Afrique se mesure également par les IDE. Avec 58 Mds USD d'IDE en 2022, la France se plaçait au deuxième rang des pays investisseurs en stock (cf. Figure 4) sur l'ensemble du continent africain, se situant derrière les Pays-Bas et devant les Etats-Unis, ex-aequo avec le Royaume-Uni¹⁶. Elle est également le premier investisseur en stock d'IDE dans plusieurs pays du continent¹⁷, comme en 2023 en Côte d'Ivoire, au Maroc et au Sénégal.



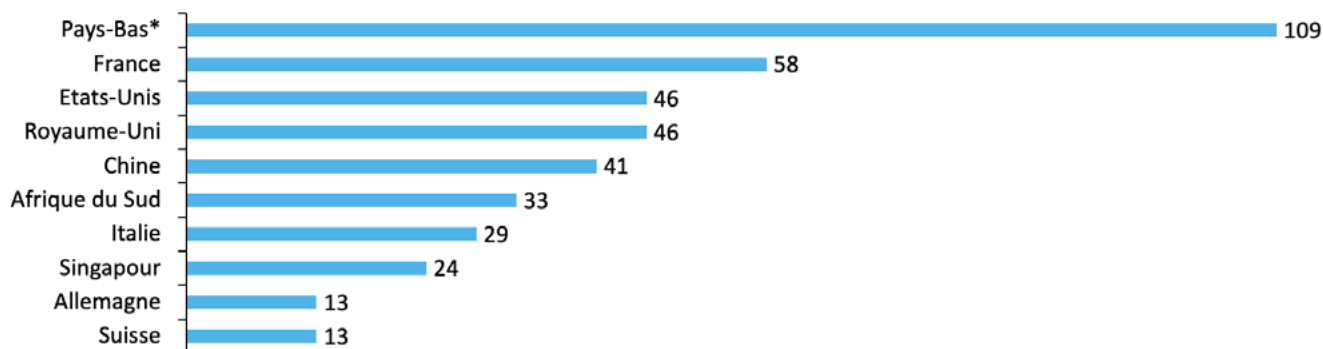
¹⁶ CNUCED (2024), « Afrique : Les investissements étrangers dans les énergies propres stimulent la dynamique de durabilité », UNCTAD/PRESS/PR/2024/015.

¹⁷ France Diplomatie, « Relations bilatérales » pour la Côte d'Ivoire et le Maroc (sites consultés le 27/05/2025) et Direction générale du Trésor « Relations bilatérales » pour le Sénégal (site consulté le 27/05/2025).

Figure 4

Top 10 des pays en stock d'IDE à destination de l'Afrique en 2022

(Milliards d'USD)



Données UNCTAD du 20 juin 2024 en USD courants

Note de graphique : d'après la CNUCED : « L'importance des stocks enregistrés aux Pays-Bas est en partie due à des investissements indirects réalisés par des propriétaires finaux domiciliés dans d'autres pays, notamment aux États-Unis »¹⁸.

S'agissant de la comparaison souvent faite dans les médias entre la France et la Chine, le discours présentant la Chine comme le principal partenaire économique de l'Afrique et la France comme un partenaire en retrait est à nuancer. La France et la Chine sont deux partenaires importants du continent, mais avec des approches distinctes.

La Chine est, selon la Direction générale du Trésor, « le principal bailleur de l'Afrique subsaharienne » avec un montant total de prêts cumulé entre 2000 et 2019 atteignant 140,9 Mds USD¹⁹. **De surcroît, la Chine est le premier partenaire commercial du continent** avec des exportations en valeur en

2021 qui ont augmenté de 13,8 % par rapport à leur niveau de 2015 en passant de 140,3 Mds EUR à 159,8 Mds EUR. Cette double approche (prêts et exportations) s'accompagne d'une implication moindre dans la gestion des projets locaux.

Comme indiqué précédemment, la France occupe quant à elle le 2^e rang en stock d'IDE. Des investissements qui se caractérisent par une implication plus forte, notamment en matière de prise de risque, et permettent de nouer des partenariats durables avec des acteurs locaux. Enfin, ils s'accompagnent souvent par des transferts de technologies et de compétences.

Encadré 1

RÉSULTAT DES REMONTÉES D'INFORMATION DES GROUPES FRANÇAIS EN AFRIQUE

Le questionnaire d'enquête a permis de collecter les données d'activités de près de 300 filiales de 70 groupes français, présents dans 13 secteurs et dans 45 pays du continent, pour l'année 2023. Ces groupes représentaient 32 % des entreprises membre du Comité Afrique de MEDEF International et 15 % des entreprises du CAC 40.

Ces entreprises ont généré près de 8,2 Mds EUR de chiffre d'affaires et ont employé près de 60 000 salariés locaux. 75 % des entreprises employaient plus de 140 salariés en Afrique et 25 % plus de 545 salariés. 75 % des entreprises généraient un chiffre d'affaires supérieur à 7 M EUR et 50 % de plus de 49 M EUR.

Enfin, en 2025, ces entreprises opéraient en Afrique depuis 29 ans en moyenne tout en ayant une dynamique d'implémentation très régulière, y compris au cours de ces dernières années. En effet, en décomposant ces réponses en quatre groupes de même taille : 25 % de ces entreprises ont moins de 10 ans, 25 % de ces entreprises ont entre 10 et 21 ans, 25 % de ces entreprises ont entre 21 et 37 ans, 25 % de ces entreprises ont entre 37 et 93 ans.

¹⁸ Citation issue du rapport « International investment in the digital economy » de la CNUCED (2025) et traduite de l'anglais : « The large stock holdings registered to the Netherlands is in part due to indirect investment by ultimate owners elsewhere, especially in the United States ».

¹⁹ Direction générale du Trésor (2021), « Le positionnement de la Chine parmi les bailleurs en Afrique subsaharienne ».

Bpifrance, un acteur incontournable de la co-industrialisation en Afrique

Bpifrance, banque publique d'investissement créée en 2012, se positionne comme un acteur-clé du soutien à l'innovation, au financement et à l'internationalisation des entreprises françaises. Elle bénéficie d'une garantie de l'État qui lui permet d'offrir des **conditions de financement préférentielles**. En complément de financements, Bpifrance propose également un **accompagnement stratégique aux entreprises** (PME et ETI), dans leur conquête des marchés étrangers, avec une attention croissante portée sur les zones à fort potentiel comme l'Afrique.

Bpifrance propose une gamme complète d'outils en appui des entreprises françaises désirant se développer à l'international :

- **Accompagnement stratégique** : programmes d'accompagnement à l'export, diagnostics marchés, conseils personnalisés ;
- **Financement** : une gamme d'outils financiers dont le crédit export (crédit acheteur, rachat de crédit fournisseur) ;
- **Investissement** en fonds propres, quasi-fonds propres et en dette, notamment ;
- **Assurance export, via Bpifrance Assurance Export**, l'agence de crédit export française qui assure la gestion des garanties publiques à l'exportation au nom de l'Etat ;
- **Mise en réseau / en relation** : missions à l'étranger, plateformes de mises en relation, mobilisation des réseaux diplomatiques et économiques français.

En particulier, le **crédit export** (lancé en 2015) vise à soutenir les PME et ETI françaises exportatrices de biens d'équipements ou de prestations de service en proposant des solutions de financement à leurs clients étrangers privés ou souverains à un taux favorable afin de faciliter et de sécuriser la conclusion de leurs ventes. Le crédit export (garanti à 95%) inclut :

- **Le crédit acheteur** : financement directement octroyé à un acheteur étranger pour l'acquisition de biens d'équipement ou de prestation de services auprès d'un exportateur français (PME, ETI ou Grande Entreprise) ;
- **Le rachat de crédit fournisseur** accordé par l'entreprise exportatrice à son client étranger (convention de cession de créances).

La place prépondérante de l'Afrique dans les activités de la Direction de l'Export

L'Afrique occupe une **place stratégique croissante dans les priorités de la Direction de l'Export** de Bpifrance. Ces dernières années, le continent africain représente l'une des principales destinations des dispositifs d'accompagnement et de financement export. En effet, depuis 2015, près de **70% des financements export ont été destinés au continent Africain** pour un montant total de 1.4 milliards d'euros (via 105 contrats commerciaux). L'exercice 2024 s'est caractérisé par une concentration quasi-exclusive des opérations de crédit export au profit de l'Afrique (dont 2/3 de crédits acheteurs et 1/3 de rachat de crédits fournisseurs), avec un total de 11 crédits (sur 12) signés pour un montant global de 210 millions d'euros (sur 270)²⁰. Ces crédits export ont porté sur six secteurs clés : agro-industrie, télécommunications ; infrastructures, défense, santé et énergies renouvelables.

La stratégie de soutien à l'export et à l'investissement en Afrique de Bpifrance repose sur une conviction forte : la compétitivité des économies africaines passe par la **construction de chaînes de valeur locales et la mobilisation conjointe des PME africaines et françaises**, dans une logique de co-investissement, de co-innovation et de co-industrialisation.

La **co-industrialisation**, désigne le développement conjoint de filières industrielles entre entreprises françaises et partenaires africains. Cette approche vise à mobiliser au maximum les savoir-faire et capitaux français afin de répondre aux besoins d'industrialisation du continent africain tout en soutenant la dynamique des exportations françaises. Elle consiste à favoriser le transfert de compétences, la montée en gamme industrielle locale et la création d'emplois qualifiés sur le continent. La co-industrialisation s'inscrit pleinement dans les priorités affichées par plusieurs gouvernements africains pour renforcer leur souveraineté industrielle et réduire leur dépendance aux importations.

Bpifrance promeut la co-industrialisation, en mettant l'accent sur **6 secteurs d'activité stratégiques** (agro-industrie, équipements industriels, BITD²¹, énergie, santé et technologie), en adéquation avec les feuilles de route nationales africaines. Elle s'appuie sur un **réseau local fort**, et **4 délégations régionales** sur le continent Africain, pour mener une action intense de prospection et de compréhension des territoires afin de **cibler les projets les plus pertinents** et d'offrir un **accompagnement personnalisé** aux entreprises françaises à la recherche de partenaires locaux crédibles.

Source : Bpifrance (2025)

²⁰ Bpifrance, *Panorama 2024 de la Direction de l'Export*.

²¹ Base industrielle et technologique de défense (industrie de Défense).

2. Les entreprises françaises contribuent à la diversification des économies africaines



Plusieurs économies africaines sont encore très impactées par les aléas sectoriels et les fluctuations des cours internationaux des matières premières. Selon l'Agence Française de Développement (AFD), en 2023, l'Afrique comptait encore 21 pays dépendants d'une matière première²³. Ce constat souligne le besoin de diversification sectorielle pour la plupart des pays du continent afin d'accroître leur résilience.

Dans ce sens, plusieurs pays africains ont engagé des politiques de diversification, visant à soutenir l'essor de filières industrielles locales et à capter davantage de valeur ajoutée. Le Cameroun a, par exemple, interdit l'exportation de grumes de bois, pour 76 essences²⁴, afin d'encourager la transformation locale. En Côte d'Ivoire, une réglementation impose une transformation sur place de la totalité du cacao d'ici 2030²⁵, avec l'ambition de devenir le leader mondial du cacao transformé.

Les IDE des entreprises françaises à destination de l'Afrique contribuent à la diversification des économies africaines en ciblant plus de 15 secteurs différents²⁶. Si la part des IDE en termes de stock dans les secteurs extractifs demeure importante, celle-ci a baissé de 38 % entre 2015 et 2023 au profit d'autres secteurs (cf. Figure 5). À l'inverse, les secteurs non extractifs ont bénéficié d'une hausse significative des IDE français entre

2015 et 2023, notamment les transports et entreposage (+35,0 %), les activités spécialisées, scientifiques et techniques (+32,9 %) et le commerce et réparation d'automobiles et de motocycles²⁶ (+83,1 %). À titre d'exemple, les entreprises de l'Indice Up40²⁸ du MEDEF International opèrent et investissent principalement dans 7 secteurs différents²⁹.

Le spatial, l'intelligence artificielle et les matériaux critiques figurent parmi les secteurs prometteurs pour les investissements français en Afrique. Dans le domaine spatial, la France joue déjà un rôle majeur, avec deux tiers des satellites africains d'origine française. L'hexagone possède des entreprises actives sur l'ensemble de la chaîne de valeur. Celles-ci sont composées d'acteurs traditionnels et performants (Airbus, Thales, Safran, Eutelsat, Sodern...) et d'acteurs du NewSpace (Prométhée, Exotrail, Diginove etc.). Plus encore, la France possède un savoir-faire dans les applications des données géospatiales qui offrent des solutions concrètes à des enjeux clés comme l'agriculture, la sécurité ou la planification urbaine. Par ailleurs, MEDEF International anime une Task Force dédiée aux matériaux critiques, réunissant plus de 100 entreprises actives dans les secteurs miniers et connexes, engagées dans le développement de chaînes de valeur locales.

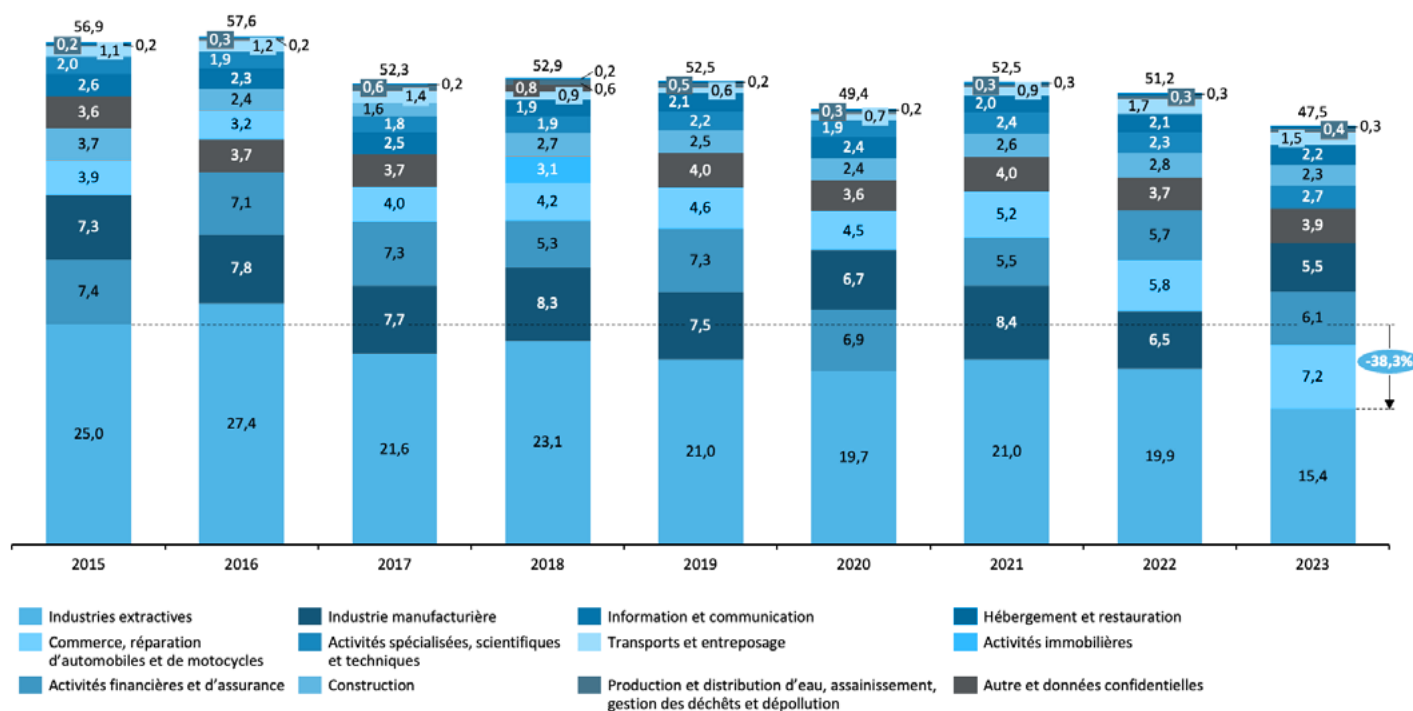
²³ AFD (2023). L'économie africaine 2023. 4^e édition. Paris : Agence Française de Développement, 2023.

²⁴ République du Cameroun, loi n°3083/L/MINFOR/SETAT/SG/DPT/CPB.

²⁵ Gouvernement de Côte d'Ivoire, « Construction d'une unité de transformation de cacao à San Pedro : le premier ministre Patrick Achi exhorte à l'émergence de nombreux champions nationaux », 21/10/2020.

Figure 5

Évolution des 10 principaux secteurs du stock d'IDE français en Afrique sur la période 2015 - 2023 (milliards d'euros)



Note de graphique n°1 : 8 secteurs ne sont pas représentés en raison de données majoritairement, ou intégralement, confidentielles. Le secteur immobilier, disponible uniquement pour l'année 2018, a été conservé, celui-ci représentant 5,8 % du stock d'IDE français total en Afrique en 2018, c'est-à-dire 3,1Md€.

Note de graphique n°2 : les résultats présentés dans le graphique sont arrondis à une décimale.

Source : Données Banque de France du 13/12/2024, calculs Deloitte

Les entreprises françaises sont présentes dans la majeure partie des pays du continent, notamment dans les zones les plus dynamiques. Sur la période 2015-2023, les stocks d'IDE français sont en moyenne équilibrés entre les zones francophone (55 %) et non-francophone (43 %) ³⁰. Cet équilibre conduit à relativiser le discours selon lequel les entreprises françaises seraient essentiellement présentes en Afrique

francophone. Tout en maintenant une activité importante en Afrique du Nord et en Afrique de l'Ouest, les entreprises françaises se déploient également en Afrique de l'Est et en Afrique australe, avec respectivement une hausse de leur stock d'IDE de 101 % et 51 % sur la période 2015-2023 (cf. Figure 6). Ainsi, la logique économique et les besoins des pays en croissance supplantent les logiques de proximité linguistique.



²⁶ Données Banque de France (2024). Indicateur : Stocks d'investissements directs, Français à l'étranger, calculs Deloitte.

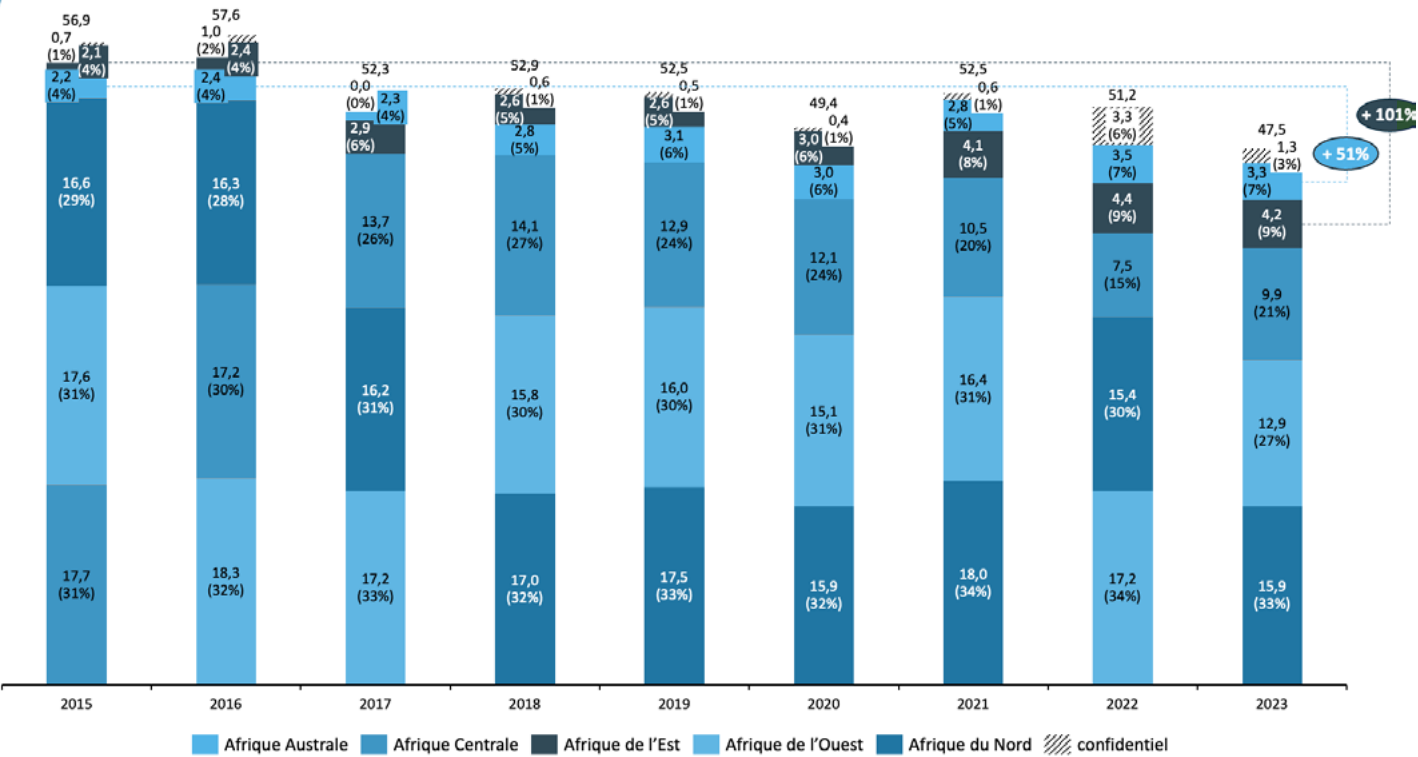
²⁷ La catégorie « commerce et réparation d'automobiles et de motocycles », selon l'INSEE, comprend « [...] le commerce de gros et de détail (vente sans transformation) de tout type de marchandises et la prestation de services liés à la vente de marchandises. Le commerce de gros et le commerce de détail sont les étapes finales de la distribution de marchandises. La réparation de véhicules automobiles et de motocycles est également comprise dans cette section. »

²⁸ L'index Up40 du MEDEF International regroupe 40 des meilleures start-ups françaises actives en Afrique, comme MOON, OLEA Insurance Solutions Africa, SUMMVIEW, YouScribe.

²⁹ (i) agriculture, sylviculture et pêche, (ii) activités financières et d'assurance, (iii) arts spectacles et activités récréatives, (iv) production et distribution d'électricité, de gaz, de vapeur et d'air conditionné, (v) production et distribution d'eau, assainissement, gestion des déchets et dépollution, (vi) transport et entreposage, (vii) activités spécialisées, scientifiques et techniques.

³⁰ Données Banque de France issues du « Focus : Les investissements directs, « Stocks d'investissements directs » du 13/12/2024. Note : somme inférieure à 100% du fait de la confidentialité de certaines données sur la période 2015-2023.

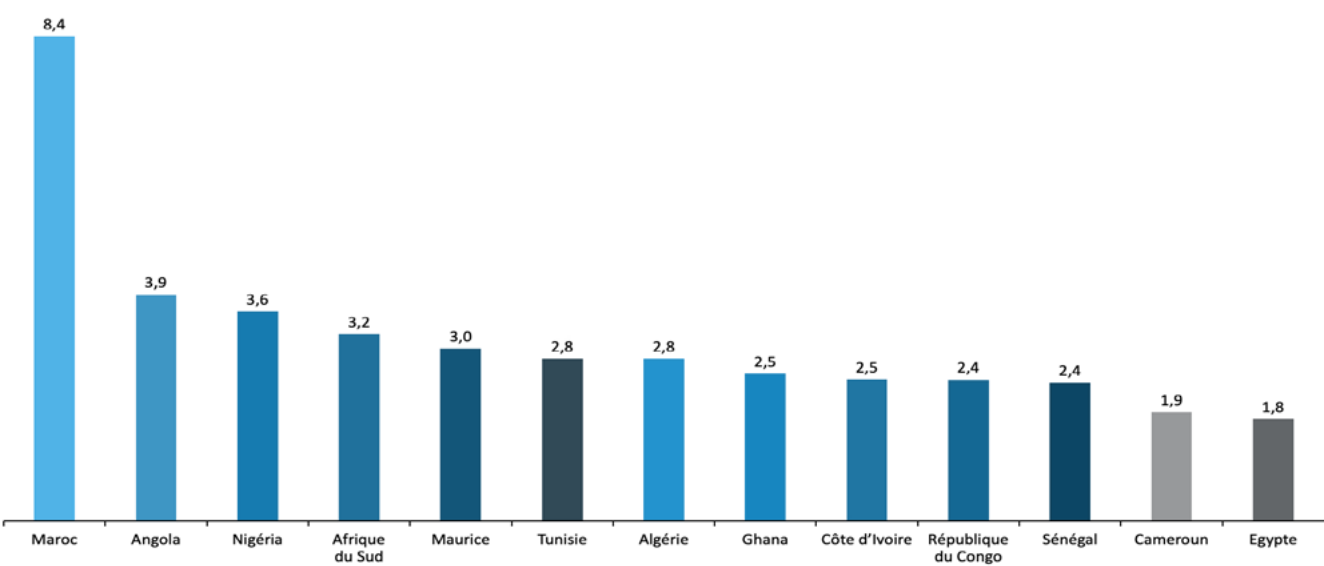
Figure 6
Montant du stock d'IDE français à destination de l'Afrique par région entre 2015 et 2023 (Milliards d'euros)



Source : Données Banque de France du 13/12/2024, calculs Deloitte

Pour l'année 2023, bien qu'ils se soient concentrés dans 13 pays qui, représentaient près de 90 % du stock total d'IDE français, les IDE français ont concerné tous les pays du continent africain (cf. Figure 7).

Figure 7
Top 13 des pays africains destinataires du stock d'IDE français en 2023³¹ (Milliards d'euros)



³¹ Ibid.

3. Les entreprises françaises s'inscrivent dans les politiques africaines de développement du « contenu local »

La question de la captation de la valeur ajoutée par les pays rend le contenu local incontournable dans les stratégies de développement des économies africaines. Le contenu local est ainsi

juridiquement transcrit au sein des Etats africains dans différentes lois, décrets, réglementations sectorielles ou en tant qu'axe stratégique de leurs plans nationaux de développement. Les entreprises françaises s'inscrivent dans cette tendance de fond.

Les entreprises françaises participent aux grandes transformations du continent en s'appuyant sur leurs viviers de talents et de compétences. En 2020, elles employaient 530 000 salariés locaux (cf. Section 1). Selon un sondage réalisé en 2019³², remontant les informations d'entreprises françaises opérant en Afrique, **82 % des entreprises françaises recouraient à des sous-traitants locaux,**

73 % formaient des partenariats avec leurs sous-traitants locaux et 84 % se fournissaient en intrants et fournitures auprès de fournisseurs locaux.

A titre illustratif, au Ghana, en 2023, près de 70 entreprises, ou filiales françaises se sont établies dans le pays et ont eu recours à plus de 60 000 fournisseurs locaux³³. Au Sénégal, le groupe Auchan en 2023 vendait dans ses rayons des produits à 60 % issus de producteurs locaux, part pouvant atteindre 100 % pour la viande et 90 % pour les fruits et légumes³⁴. Le groupe a également permis à la fois une meilleure gestion logistique et un renforcement de la sécurité sanitaire des aliments³⁵. Dans le secteur des télécommunications, le groupe Orange mobilise également de nombreux partenaires locaux. D'après Fabrice André, Senior Vice-Président Orange Operations en Afrique centrale et australe et dans l'Océan Indien³⁶ :

« Le groupe Orange a recours dans ses 18 pays d'opération à de nombreux distributeurs locaux. Le principal poste de dépense locale concerne plus d'un million d'employés en sous-traitance pour les services de mobile money, ainsi que la distribution, vente et recharge de cartes SIM du groupe. Les autres postes de dépenses locales sont relatifs aux installations et à la maintenance. »

Fabrice André

Senior Vice-President Orange Operations en Afrique centrale et australe et dans l'Océan Indien

³² Hervé Gaymard (2019). Relancer la présence économique française en Afrique : l'urgence d'une ambition collective à long terme. Rapport au Ministre de l'Europe et des Affaires Étrangères et au Ministre de l'Économie et des Finances.

³³ Ambassade de France au Ghana (2023). Les relations économiques entre la France et le Ghana (consulté le 27/02/2025).

³⁴ Jeune Afrique (2023), « Au Sénégal, jusqu'où ira Auchan ? ».

³⁵ Mboup, Malick (2024). « La nouvelle recomposition de l'espace commercial de Dakar (Sénégal) aux prismes des enjeux du développement durable et de la responsabilité sociétale des entreprises : le cas d'Auchan. », Université de Liège

³⁶ D'après l'entretien réalisé entre M. Fabrice André et les équipes de Deloitte (2025).

Les entreprises françaises en Afrique contribuent à la structuration des chaînes de valeur locales à travers des transferts de technologies et compétences (standards, normes, labels) (cf. Section 4). Dans le secteur agroalimentaire par exemple, le groupe Cémoi avec son initiative « Transparence Cacao »³⁷ a importé et mis en place plusieurs impératifs de traçabilité et de gestion durable des ressources naturelles, conformément à l'application du règlement européen 2023/1115³⁸. Cette initiative s'inscrit dans la volonté du groupe de « maîtriser l'intégralité de la filière : du cacaoyer jusqu'au produit fini ».

Autre exemple, le groupe Renault Trucks, en collaboration avec le programme alimentaire mondial et le gouvernement du Ghana, a créé un centre de formation dédié au transport et à la logistique, dans le cadre de l'assistance au transport des aides humanitaires. Celui-ci met un accent particulier sur le traitement des denrées alimentaires sensibles³⁹ (contrôle des températures, gestion de la durée de conservation, etc.).

De nombreuses initiatives sont également mises en place dans les secteurs de l'audiovisuel, de la culture et de l'éducation. Ainsi, le groupe Canal+ participe au dynamisme du secteur audiovisuel africain en produisant localement plus de 2 000 heures d'émissions et 2 000 épisodes de séries par an. Au Nigeria, par exemple, le groupe produit 400 à 500 heures de contenu par an pour ses chaînes Nollywood mobilisant environ 2 500 personnes sur ses productions. En matière de distribution, Canal+ en Afrique compte 17 000 points de vente et mobilise 25 000 personnes sur le continent, 1 000 collaborateurs, auxquels s'ajoutent un réseau tiers et des vendeurs à domicile.⁴⁰ L'exemple de YouScribe est également instructif. L'entreprise s'appuie sur la diffusion et la production de contenus locaux en participant à la structuration d'un marché panafricain numérique de la culture et de l'éducation (cf. encadré ci-contre).

Encadré 2

YOUSCRIBE, LA CONSTITUTION DE LA BIBLIOTHÈQUE EN STREAMING LEADER EN AFRIQUE POUR FAVORISER LA LECTURE ET L'ÉDUCATION.

YouScribe, entreprise membre de l'indice Up40 de MEDEF International, est une bibliothèque numérique française spécialisée dans la diffusion en ligne de contenus culturels et éducationnels, principalement en langue française, anglaise et arabe : romans, livres audios, presses internationales et locales, BD, ouvrages professionnels et manuels scolaires, albums jeunesse... L'entreprise a été fondée en 2011 par Juan Pirlot de Corbion, opère actuellement dans 14 pays africains et possède un portefeuille de 1,5 millions d'abonnés à la fois B2C (particuliers) et B2B (écoles, universités, fondations d'entreprises). YouScribe prépare son lancement dans dix nouveaux pays.

Son fondateur Juan Pirlot de Corbion explique le succès de ce développement panafricain par l'expertise des entreprises françaises dans le domaine de la culture, de l'éducation et du numérique, trois secteurs en plein essor en Afrique. En particulier, Juan Pirlot de Corbion souligne que l'usage B2C le plus important de YouScribe est la consommation de contenus locaux. L'entreprise souhaite s'inscrire en acteur favorisant la production de contenus locaux en participant à la structuration d'un marché panafricain numérique de la culture et de l'éducation en partenariat avec les éditeurs et les auteurs. Dans cette démarche, en 2024, YouScribe a publié un livre blanc pour éclairer les particularités et les opportunités du marché de l'édition en Afrique.

Source : Site internet de YouScribe (consulté le 28/03/2025) et d'après l'entretien entre les entreprises de l'indice Up40 et les équipes de Deloitte (2025).

Enfin, dans le cadre de son rôle de catalyseur de la coopération économique franco-africaine et de soutien en faveur de l'industrialisation, l'opérateur public Bpifrance agit activement en faveur de la construction de chaînes de valeur locale et œuvre en faveur de la mobilisation conjointe des PME africaines et françaises dans une logique de co-industrialisation. A titre d'exemple, en 2024 Bpifrance et Bpifrance Assurance Export ont accompagné la signature d'un contrat structurant entre le Groupe SONOCO et NTD France, visant à développer une filière avicole intégrée en Guinée pour répondre à la demande locale croissante. Ce projet, d'un montant de 12 M€, prévoit la fourniture et l'installation de 14 bâtiments clés en main, incluant : 1 bâtiment de poussinières reproductrices chair, 2 bâtiments reproductrices chair, 1 couvoir, 8 bâtiments d'élevage chair, 1 abattoir et 1 unité de valorisation des sous-produits (UAB)⁴¹.



³⁷ D'après le site internet de Cémoi (consulté le 27/02/2025).

³⁸ Le règlement européen 2023/1115 interdit la mise sur le marché européen de produits ayant contribué à la déforestation ou la dégradation des forêts. Le Commissariat Général au Développement durable, dans sa note « Vers une production de cacao sans déforestation ? » du 3 octobre 2023, précise que « ce texte, visant à faire de la durabilité des chaînes d'approvisionnements une nouvelle norme, concerne notamment le cacao ».

³⁹ Groupe Renault Trucks (2022). « Renault Trucks renouvelle son partenariat avec le Programme alimentaire mondial. ».

⁴⁰ Canal + (2025).

⁴¹ Bpifrance, 2025.

Cajoo Malo, le projet de chaîne de valeur intégrée de transformation d'anacarde ivoirienne

Présentation du projet Cajoo Malo

Cajoo Malo, entreprise française spécialisée dans la transformation de noix de cajou, a été fondée par Loïc Denjean-Massia et Jean-Baptiste Genevée au sein du groupe Africa Business Marketplace (ABM). Son modèle économique repose sur la **promotion d'un circuit court et vertueux**, assurant une traçabilité intégrale du produit depuis sa **culture en Afrique** jusqu'à sa **commercialisation en Europe**, tout en garantissant une répartition équitable de la valeur avec les producteurs locaux.

L'entreprise développe une filière d'approvisionnement et de transformation de l'anacarde exclusivement implantée en Côte d'Ivoire et en France, au plus près du marché européen qu'elle souhaite alimenter. D'ici 2030, Cajoo Malo ambitionne de traiter l'équivalent de **50 000 tonnes de noix brutes, intégralement sourcées et décortiquées (première transformation) en Côte d'Ivoire**, dont 10 000 tonnes via Africa Nuts, filiale d'ABM, le restant via ses partenaires locaux.

L'entreprise a engagé la **première étape de son plan de développement** en préparant la mise en place à Saint Malo d'une usine de pelliculage (deuxième transformation) nécessaire au traitement des volumes de noix décortiquées prévus dans ses projections. Ces investissements permettent à Cajoo Malo de sécuriser dès à présent l'achat de noix brutes auprès de sa coopérative de producteurs et ses partenaires à hauteur de 10 250 tonnes en 2026.

La construction prochaine d'une **unité de décortication en Côte d'Ivoire** par Africa Nuts soutiendra la croissance de l'activité du groupe et contribuera à la structuration de la filière ivoirienne de l'anacarde, tout en générant des retombées économiques positives sur l'écosystème local.

Figure 8

Chaîne de valeur cible de CAJOO MALO et d'AFRICA NUTS



Activités économiques soutenues par Cajoo Malo en Côte d'Ivoire

En exerçant une importante demande d'amandes décortiquées auprès de la filière en Côte d'Ivoire, le projet Cajoo Malo est un **vecteur important d'activités dans les différents maillons** de la chaîne de valeur de l'anacarde au niveau local.

Ces activités se répartissent schématiquement dans la **production d'anacarde, le transport et la première transformation de noix brutes en noix décortiquées** comme indiqué en Figure 8. De nombreuses activités sont mobilisées à chacune de ces 3 étapes⁴².

Méthodologie utilisée

Chacune de ces activités génère du chiffre d'affaires et de la valeur ajoutée, mobilise des emplois et fait appel à des fournisseurs issus de différents secteurs d'activité, qui bénéficieront de cette demande. Deloitte a modélisé ces effets via son modèle input / output. L'objectif de ce modèle est de quantifier les effets des dépenses d'investissement et d'exploitation du projet sur la base des tableaux d'entrée-sortie de l'économie ivoirienne. Ces tableaux synthétisent les relations acheteur-fournisseur entre les différents secteurs de l'économie et permettent d'estimer les effets en cascade de création d'emplois, chiffre d'affaires et valeur ajoutée. Ces trois indicateurs sont quantifiés en distinguant les effets directs, des indirects. Les premiers concernent les dépenses d'investissement et d'exploitation du projet provenant de sources nationales. Les seconds correspondent à l'augmentation de la demande des entreprises locales auprès de leurs fournisseurs, en réponse au choc de demande du projet. En effet, le projet sollicite des fournisseurs, qui, à leur tour, accroissent leur propre demande auprès de leurs fournisseurs, entraînant une réaction en chaîne.

A la suite de cette **modélisation Input / Output**, les effets directs et indirects ont été mis en évidence pour le projet de Cajoo Malo (cf. tableau ci-dessous) et montrent l'impact du projet sur l'emploi dans une filière structurellement intensive en main d'œuvre. Le projet génère ainsi une densité d'emploi moyenne de 355 emplois par million d'euros de chiffre d'affaires et un ratio valeur ajoutée/CA de près de 80 % qui témoigne d'un très bon niveau d'intégration locale et d'un fort potentiel de contribution au développement économique ivoirien.



Tableau 1
Impact économique des activités de Cajoo Malo et d’Africa Nuts dans la filière de l’anacarde ivoirienne

Indicateurs	Unités	2026			2028			2031		
		Direct	Indirect	Total	Direct	Indirect	Total	Direct	Indirect	Total
Chiffre d'affaires	Million d'euros	7,6	1,8	9,4	20,3	4,8	25,1	36,8	8,8	45,6
Valeur Ajoutée	Million d'euros	6,1	1,1	7,2	16,3	3,0	19,3	29,6	5,5	35,1
Emploi	Emplois	3 125	208	3 334	8 386	558	8 944	15 248	1 014	16 262

Source : Deloitte modélisation input-output et données Cajoo Malo

Note de tableau : Les données relatives aux volumes de production ont été fournies par Cajoo Malo et traitées par Deloitte. L'analyse mobilise également des données issues des tableaux des entrées-sorties nationaux – édition 2023 de l'OCDE, en particulier la matrice inverse de Leontief (version intérieure) pour la Côte d'Ivoire, ainsi que des données sectorielles d'emplois extraites de la base ILOSTAT (Organisation internationale du travail), téléchargées en avril 2025.

⁴² Il est important de distinguer les activités « temporaires » liées par exemple à l'installation d'un investissement (construction), des activités « récurrentes » s'apparentant à des activités d'exploitation dont les effets sont généralement plus durables.

Externalités positives du projet

Au-delà des retombées économiques quantifiables, le projet Cajoo Malo générera d'autres externalités positives sur l'écosystème local et la chaîne de valeur de l'anacarde. Ces bénéfices sociaux, environnementaux et économiques s'articulent autour de cinq dimensions clés :

Rémunération équitable des producteurs

Une rémunération au kilo supérieure de 25 FCFA au prix de marché, permettant d'améliorer les conditions de vie des producteurs locaux et de renforcer leur résilience économique.

Programme de formation structuré

Transfert de connaissances et savoir-faire pour accroître la productivité à l'hectare, favorisant l'adoption de pratiques agricoles durables et l'amélioration des rendements à long terme.

Inclusion financière

un paiement aux producteurs via une plateforme en ligne compatible avec l'infrastructure *mobile money* des trois opérateurs télécoms majeurs du pays, facilitant l'accès aux services financiers pour les populations rurales traditionnellement exclues du système bancaire.

Traçabilité et sécurité alimentaire

Mise en place d'un système de traçabilité intégrale des produits depuis leur origine jusqu'au consommateur final, garantissant conformité aux normes sanitaires internationales et transparence pour les consommateurs. Cette traçabilité renforce la valorisation du produit sur les marchés internationaux, réduit les risques sanitaires et permet une meilleure gestion de la qualité tout au long de la chaîne d'approvisionnement.

Circuit court et réduction de l'empreinte carbone

La réduction significative de la distance du circuit logistique traditionnel entre la première et la seconde transformation, passant de 40 000 km à 6 000 km, permet une diminution substantielle des émissions de CO₂. Sur la base d'un facteur d'émission moyen de 26 g CO₂/tonne-km pour le transport maritime⁴³, cette optimisation logistique représente une économie d'environ 884 kg de CO₂ par tonne d'amandes transportée et vendue en France.

Ainsi, Cajoo Malo contribue, via ces externalités positives, à la transformation de la filière anacarde ivoirienne en combinant développement économique, considérations environnementales et bénéfices sociaux. Le modèle d'affaires adopté favorise une chaîne de valeur plus équilibrée et plus résiliente, qui répond aux objectifs de développement durable tout en s'adaptant aux exigences croissantes des marchés européens en matière de traçabilité et de responsabilité sociale des entreprises.

Source : D'après les entretiens entre Cajoo Malo et les équipes de Deloitte (2024, 2025), données Cajoo Malo (2025), OCDE (2023) et ILOSTAT (2025)



⁴³ Le facteur d'émission médian pour le transport maritime de marchandises est estimé entre 7 et 45 g CO₂/tonne-km d'après : Intergovernmental Panel on Climate Change – IPCC (2018), "Climate Change : Mitigation of Climate Change. Contribution of Working Group III to the Fifth Assessment Report of the Intergovernmental Panel on Climate Change"; et Medium (2022), "Carbon Footprint: Sea Transport".

Canal+, impact des activités du groupe sur le développement de la chaîne de valeur audiovisuelle

Canal+ en Afrique : un acteur clé du secteur audiovisuel

Depuis plus de trente ans, Canal+ opère dans le secteur audiovisuel africain. Le groupe est aujourd'hui un des tous premiers opérateurs de télévision par abonnement sur le continent, présent dans 25 pays, dont 19 pays francophones, espace au sein duquel Canal+ est considéré comme leader. Avec un total de 17 000 points de vente, Canal+ propose l'accès à ses services à environ 8 millions de foyers africains, leur offrant plus de 400 chaînes et radios, disponibles en 8 langues locales ainsi qu'en français et en anglais. Canal+ emploie directement 8 000 personnes tout en générant 25 000 emplois indirects via un vaste réseau de sous-traitants impliqués dans la vente, l'installation, et la maintenance. Ce réseau étendu joue un rôle crucial dans la structuration du secteur et participe activement au développement de la chaîne de valeur audiovisuelle en Afrique.

Canal+ participe à l'émergence du marché audiovisuel africain

Présent dès 1991 sur le continent, Canal+ a joué à partir de 2010 un rôle important dans le développement de l'industrie. En déployant progressivement une stratégie fondée sur la compréhension des consommateurs africains, le groupe a contribué à démontrer le besoin et le potentiel d'un marché de contenus spécifiques, étape déterminante dans l'émergence d'une industrie audiovisuelle continentale.

Canal+ a commencé par introduire des contenus internationaux sélectionnés qui répondent aux attentes culturelles distinctes du public africain, comme les telenovelas venues du Brésil et de Turquie ou encore les films d'action. En capitalisant sur les retours du public, Canal+ a progressivement introduit des contenus africains à travers ses propres chaînes, favorisant l'émergence et le développement de producteurs locaux indépendants.

Canal+ en Afrique : une offre qui intègre la diversité culturelle et linguistique

Depuis l'introduction des contenus africains dans son offre, Canal+ a progressivement enrichi la représentation des diversités culturelles africaines en incluant une large gamme de langues vernaculaires.

Sur une carte de l'Afrique, l'offre de Canal+ se structure donc autour des différentes identités culturelles et linguistiques du continent ; s'affranchissant des tracés administratifs hérités du passé.

Aujourd'hui, le groupe propose ainsi une dizaine de chaînes qui diffusent du contenu dans des langues locales telles que le Wolof, le Lingala, le Malgache, le Pulaar, le Bambara, le Kinyarwanda, l'Amharique, et l'Oromiiffa.

Le soutien à l'activité sur toute la chaîne de valeur audiovisuelle

En développant sa stratégie en Afrique, Canal+ a aussi contribué à structurer toute la chaîne de valeur et à soutenir le développement d'un tissu d'entreprises intervenant dans tous les maillons du secteur.

- **Le segment de la production a fait l'objet d'un effort de développement continu de la part de Canal+ depuis le lancement de ses contenus africains originaux.** Le groupe combine des contenus produits en interne, par ses 4 sociétés de production en Côte d'Ivoire, au Nigéria, au Rwanda et au Sénégal, et des créations exclusives, réalisées par des producteurs externes. Ces derniers bénéficient de l'appui technique d'un studio de production mis à leur disposition, permettant d'améliorer la qualité de leurs contenus, et, plus généralement, d'accompagner l'écosystème audiovisuel africain. A titre d'exemple, dans le domaine du sport, Canal+ édite 5 chaînes sportives, contribuant au développement du secteur par l'accompagnement d'acteurs locaux, comme la *Basketball Africa League*, et la mise en avant de disciplines sportives, comme le MMA. De surcroît, Canal+ consacre 25 % de son budget de programmation aux contenus africains, conduisant à ce que depuis 2023, le groupe dépense davantage dans les productions africaines que dans l'achat de droits de distribution de productions américaines. Enfin, le groupe est devenu un partenaire important du cinéma africain en coproduisant plus de vingt films locaux et en développant un partenariat stratégique avec Pathé pour soutenir les productions cinématographiques africaines.
- **Le segment de la distribution est soutenu par Canal+ qui distribue sur sa plateforme une offre diversifiée de contenus panafricains.** La joint-venture Côte Ouest et l'acquisition de MultiChoice pourraient renforcer la capacité du groupe à diffuser des contenus africains au-delà du continent, contribuant au rayonnement et au développement de ces contenus africains.
- **Le segment de la commercialisation, fortement générateur d'emplois locaux, est une activité clé pour la pénétration commerciale de Canal+ et sa visibilité auprès du public.** Le groupe opère dans 25 pays avec 17 000 points de vente et soutient aujourd'hui 8 000 emplois directs et 25 000 emplois indirects.
- **Enfin, le segment de la formation est appuyé par Canal+ qui contribue à la professionnalisation de l'audiovisuel africain.** Le groupe fournit des cursus de formation complets dédiés à ses collaborateurs et prestataires (Canal+ Academy) et aux indépendants et professionnels du secteur (Canal+ University). En 2024, la Canal+ Academy a formé près de 1 500 salariés locaux et la Canal+ University a dispensé plus de 5 000 heures de formation pour 1 800 professionnels dans plus de 14 pays.

Impact de la connectivité sur le modèle économique

Dernière étape de son développement, le groupe se positionne à présent sur la connectivité à travers sa filiale Global Vivendi Africa (GVA). Depuis 2015, cette filiale de Canal+ comptant 1 400 collaborateurs a déployé un réseau de fibre optique de près de 40 000 km dans 13 métropoles de 8 pays africains, rendant la fibre accessible à 2,8 millions de foyers et entreprises. Les synergies de cette nouvelle activité avec la diffusion de contenus sont de nature à renforcer la qualité du service proposé par Canal+ et pourraient soutenir son déploiement dans le continent et son impact sur le secteur audiovisuel africain à moyen terme.

4. Un appui à la montée en compétences du capital humain en Afrique

Dans un contexte de diversification et de transformation des économies africaines, la question des moyens humains et de l'adéquation des compétences aux nouvelles attentes du marché du travail est un enjeu de grande importance. **L'Afrique fait en effet face à des défis majeurs à la fois sur le plan de l'emploi, de la productivité et du développement des compétences.**

Ces enjeux sont notamment illustrés par la productivité par personne en Afrique subsaharienne, en net retrait vis-à-vis de celles d'autres régions ou pays. Elle était estimée en 2023 à 11 300 USD en moyenne en Afrique subsaharienne contre près de 42 600 USD, par exemple, pour l'Amérique Latine et les Caraïbes la même année⁴⁴. **En outre, les compétences techniques⁴⁵, notamment dans les domaines des STEM (sciences, technologies, ingénierie et mathématiques), restent limitées dans le continent.** D'après Lorenzo Pavone, Directeur adjoint de la division des réseaux, des partenariats et de l'égalité entre les hommes et les femmes au Centre de Développement de l'OCDE⁴⁶ :

« Le développement des compétences techniques et scientifiques est un enjeu majeur pour l'Afrique, notamment dans les domaines des sciences, technologies, ingénierie et mathématiques (STEM). Pourtant, seuls l'Algérie, Maurice, le Maroc et la Tunisie affichent des taux d'obtention de diplômes en STEM supérieurs à 20 %, en grande partie en raison d'un accès limité à une éducation de qualité dans le continent. »

Lorenzo Pavone
Directeur adjoint de la division des réseaux, des partenariats et de l'égalité entre les hommes et les femmes au Centre de Développement de l'OCDE

L'activité des entreprises françaises en Afrique repose en grande partie sur une main-d'œuvre locale.

Selon le MEDEF International, plus de 90 %⁴⁷ des salariés employés par les entreprises membres du Comité Afrique sur le continent sont africains. Plusieurs exemples illustrent ce constat. **En Ethiopie, 99 % des 5 900 collaborateurs des entreprises françaises étaient des employés locaux⁴⁸.** En Afrique du Sud, le groupe Alstom a recruté localement 98 % des employés de son usine à Gibela⁴⁹.

Les employés locaux des entreprises françaises accèdent de plus en plus aux postes de direction. A titre d'exemple, en 2018, 90 %⁵¹ des postes clés étaient occupés par des Marocains au sein du groupe Renault. Dans le secteur de l'assurance, la start-up OLEA Africa⁵², présente dans plus de 25 pays et membre de l'indice UP40, a dès sa création, fait le pari d'associer chaque Directeur Général au capital de sa filiale, en lui en cédant 10%. Ce partage de la valeur créée a généré un fort sentiment d'appartenance et une vraie culture d'entrepreneuriat depuis près de 8 ans⁵³.

⁴⁴ Banque Mondiale, indicateur : PIB par personne employée en dollars (US) PPA constants de 2021 (consulté le 27/02/2025).

⁴⁵ A savoir : les mathématiques, l'informatique et l'électronique, la mécanique, la production et la transformation, le transport, l'ingénierie et la technologie, la conception, la physique, la géographie, la biologie et la production alimentaire.

⁴⁶ D'après l'entretien réalisé entre M. Lorenzo Pavone et les équipes de Deloitte (2024).

⁴⁷ MEDEF International, « Le Comité Afrique rassemble les entreprises françaises membres de MEDEF International, de toute taille et de tout secteur, qui travaillent et investissent dans l'ensemble des pays d'Afrique subsaharienne ».

⁴⁸ M. Hervé Gaymard (2019), op. cit.

⁴⁹ L'Usine Nouvelle (2018), « Alstom inaugure son usine Gibela en Afrique du Sud ».

⁵⁰ D'après les profils LinkedIn des dirigeants des filiales Orange consultés en janvier 2025.

⁵¹ Jeune Afrique (2018), Abdelaziz Mouhajir – Renault Maroc : « 90 % de nos postes clés sont occupés par des Marocains ».

⁵² Réseau de courtage en assurance pour les entreprises africaines et les courtiers internationaux non implantés en Afrique.

⁵³ D'après l'entretien entre les entreprises de l'indice Up40 et les équipes de Deloitte (2025)

Les entreprises françaises jouent un rôle dans la formation de la main d'œuvre en Afrique. Selon la mission Gaymard⁵⁴, 77 % des entreprises sondées déclarent mener des activités de formation (internes ou externes). A titre d'exemple, *Africa Global Logistics* (AGL) dispose de 87 partenariats avec des universités et écoles du continent, ainsi que de 3 centres de formation aux métiers du portuaire, du ferroviaire et du transit⁵⁵.

La formation de la main d'œuvre locale est pleinement intégrée dans les projets d'infrastructure des entreprises françaises permettant une montée en compétence des équipes locales. La formation est une condition nécessaire à la durabilité des installations comme le rappelle Gérard Wolf, Président de la Task Force Ville Durable de MEDEF International⁵⁶.

Le tableau ci-après présente quelques exemples d'initiatives en matière de formation.

« Le volet formation des opérateurs sur les chantiers, souvent omis dans les appels d'offres en Afrique, est quasi systématiquement intégré dans les projets d'infrastructures portés par les entreprises françaises. Le capital humain est consubstantiel à l'installation d'infrastructures et sa montée en qualification est une condition nécessaire à la durabilité et à la soutenabilité des installations. »

Gérard Wolf

Président de la Task Force Ville Durable
du MEDEF International



⁵⁴ M. Hervé Gaymard (2019), op. cit.

⁵⁵ AGL, publication sur l'engagement durable 2023.

⁵⁶ D'après l'entretien réalisé entre M. Gérard Wolf et les équipes de Deloitte (2024).

Tableau 2

Exemples de projets de formation portés par des entreprises françaises

Entreprise(s)	Secteur ou Domaine	Nom du projet	Lieu	Description du projet
Africa Global Logistics	Transport et Logistique	Centres de formation et écoles dans le transit, le portuaire et le ferroviaire ⁵⁷	Abidjan et Bobo-Dioulasso	Le Centre de Formation Portuaire Panafricain d'Abidjan a été créé en 2012 et dispense des formations en conduite d'engins de levage en sécurité, sécurité en entrepôts, conduite défensive et alphabétisation. Jusqu'en 2023, 190 personnes externes et 93 dockers du Syndicat des Entreprises de Manutention du Port d'Abidjan ont été formés. L'Ecole Supérieure des Métiers Ferroviaires de Bobo-Dioulasso, ouverte en 2016, a formé 240 jeunes diplômés au bac+2 jusqu'en 2023, avec un taux d'insertion de 65 %. L'Ecole du Transit d'Abidjan, lancée en 2023, offre des formations sur 6 mois en alternance et 15 modules de formation de 2 jours. A l'issue de la formation, le taux d'intégration est de 80 %.
Orange	Numérique	Centres de formation Orange Digital Centers ⁵⁸	Afrique et Moyen-Orient	Lancés en 2020, ces centres de formation visent à développer des compétences numériques et entrepreneuriales, essentielles dans une économie digitalisée.
Canal +	Audiovisuel	Canal + Academy et Canal + University ⁵⁹		Canal + Academy propose des cursus de formation complets pour ses collaborateurs et prestataires et Canal + University aux indépendants et professionnels du secteur audiovisuel. En 2024, les deux initiatives ont respectivement formé 1 500 salariés locaux et 1 800 professionnels dans plus de 14 pays.
Atos	Numérique	Centre de formation sur les compétences numériques : Zone01 à Dakar ⁶⁰	Dakar	Lancée en 2022, la Zone01 à Dakar est un centre de formation sur les compétences numériques, utilisant une méthode d'apprentissage en <i>peer-to-peer gamifié</i> ⁶¹ , garantissant un emploi de trois ans aux diplômés.
TotalEnergies	Education scientifique	Programme Eiffel ⁶²	Angola	Lancé en 2008, ce programme de soutien scolaire en matières scientifiques à destination de jeunes lycéens défavorisés a bénéficié à 1 135 élèves. 900 d'entre eux ont poursuivi des études supérieures.
Saint-Gobain	Construction	Académie Saint-Gobain ⁶³	Maroc	Lancée en 2021, l'académie a permis à plus de 10 000 jeunes marocains d'acquérir des compétences dans les métiers de la construction ⁶⁴ .
Deloitte France	Energie	Formation BADGE Régulation de l'Energie ⁶⁵	Dakar, Abidjan, Paris,	Fruit d'une collaboration entre Deloitte France et l'École des Mines, le programme forme depuis sept ans des acteurs publics et privés aux enjeux liés à la libéralisation des marchés électriques : tarification des infrastructures, contrats d'achat d'énergie, modélisation des systèmes électriques, projection de demande, etc.
Meridiam	Construction	Extension du terminal de conteneurs du port de Nouakchott	Nouakchott	Dans le cadre de l'extension du terminal de conteneurs de Nouakchott, Meridiam a formé 100 employés aux systèmes de grue.

Source : Sites internet d'Atos, de TotalEnergies, de Saint-Gobain et entretiens entre les équipes de Deloitte, Meridiam et Orange (2024, 2025).

⁵⁷ AGL, publication sur l'engagement durable 2023.

⁵⁸ Orange (2024). Orange Digital Center (consulté le 22/01/2025).

⁵⁹ D'après l'entretien réalisé entre Canal+ et les équipes de Deloitte (2025).

⁶⁰ Zone01 Dakar (2025) Deviens un Talent de la Tech en intégrant Zone01 Dakar (consulté le 14/01/2025).

⁶¹ Un centre de formation en peer-to-peer « gamifié » est un établissement d'apprentissage collaboratif reposant sur une approche où les apprenants s'enseignent mutuellement sans recourir systématiquement à des formateurs.

⁶² Fondation TotalEnergies (2024) Angola : Le projet Eiffel pour former les jeunes à la science (consulté le 24/01/2025).

⁶³ Médias24 (2021) « Saint-Gobain ouvre sa première académie de formation au Maroc. » (consulté le 31/01/2025).

⁶⁴ Menara. (2023) « Saint-Gobain célèbre plus de 10.000 personnes formées à travers son Académie » (consulté le 28/01/2025).

⁶⁵ Site internet de la Formation BADGE Régulation de l'Energie (consulté le 26/02/2025).

Les binationaux ou étudiants africains ayant poursuivi leurs études, ou acquis une première expérience professionnelle en France, constituent un vivier sur lequel s'appuie les entreprises françaises en Afrique.

Les binationaux et expatriés formés en France introduisent des standards de gestion associés au modèle français, tout en s'imprégnant des spécificités des marchés africains, ce qui favorise l'émergence de solutions locales innovantes. Cette hybridation des compétences est visible dans des filières stratégiques telles que les énergies renouvelables, l'agro-industrie ou

encore les technologies numériques⁶⁶. À ce titre, l'implication croissante de ces profils dans le management de filiales locales contribue à la compétitivité des entreprises sur le continent. En parallèle, certaines initiatives d'institutions académiques françaises, notamment les Grandes Ecoles et les formations universitaires, participent à cet élan. Par exemple, la Chaire Innovation Responsable en Afrique portée par l'ESCP, avec le soutien du Groupe AXIAN et d'Attijariwafa Bank, vise à accompagner les étudiants africains grâce à des bourses et à favoriser le développement de carrières en Afrique⁶⁷.

Encadré 3

**RÉSULTAT DES REMONTÉES
D'INFORMATION DES GROUPES
FRANÇAIS EN AFRIQUE**

En 2023, les rémunérations⁶⁸ des employés des entreprises ayant répondu au questionnaire d'enquête, dans les pays du continent⁶⁹ étaient toutes supérieures aux SMIG locaux. Ces rémunérations allaient de 2,6 fois le SMIC au Maroc jusqu'à 13,0 fois le SMIG en Côte d'Ivoire et au Cameroun.

Source : Collecte de données réalisée par MEDEF International (2025) avec l'appui de Deloitte et de la Direction général du Trésor, données Statista sur la base de données ILO (2024), Données BCE (2025), calculs Deloitte



⁶⁶ Expertise France (2024). « Soutenir l'Entrepreneuriat des Diasporas entre l'Europe et l'Afrique » (consulté le 24/01/2025).

⁶⁷ Site internet de l'ESCP Business School (consulté le 28/04/2025).

⁶⁸ Un proxy du salaire annuel brut avant impôt sur les revenus a été calculé en divisant la masse salariale des filiales des groupes répondants par leur nombre d'employés puis en divisant ce résultat par 2 (hypothèse conservatrice de charge patronale). Les données de SMIC(G) locaux proviennent de calculs Statista sur la base de données ILO (2024) « Gross monthly minimum wage in Africa as of 2022, by country » et convertie par le taux EUR-USD annuel moyen en 2022 : 1 EUR = 1,053 (Données BCE consultées le 11/03/2025).

⁶⁹ Qui accueillait au moins 10 filiales françaises.

Orange, impact des activités du groupe sur la formation, l'employabilité et l'entrepreneuriat chez les jeunes et les femmes

Orange en Afrique emploie près de 99 % de collaborateurs africains et déploie depuis plus de dix ans des programmes notamment centrés sur l'éducation au digital et l'entrepreneuriat, adaptés aux besoins des pays du continent. Ces programmes couvrent la formation des plus jeunes aux compétences du numérique. De plus, ils financent, opérationnalisent et accompagnent les projets entrepreneuriaux des jeunes adultes et des femmes. La stratégie d'impact social d'Orange en Afrique illustre **une vision intégrée du développement du numérique, où formation, emploi et entrepreneuriat forment un continuum cohérent.**

Formation et accès à l'emploi

Orange concrétise son engagement pour le développement des compétences numériques à travers un continuum de dispositifs de formation portant une attention particulière à l'inclusion des femmes et des jeunes.

- **Au service des plus jeunes, les 1 700 écoles numériques** établies en zones rurales ont transformé l'apprentissage scolaire avec la distribution de kits technologiques (tablettes, serveurs, contenus pédagogiques digitalisés). Ce bouleversement éducatif s'illustre également via le programme Super Codeurs au Maroc, en partenariat avec le ministère de l'Éducation Nationale, qui a initié près de **80 000 enfants**, âgés de 9 à 13 ans, au **code et à la robotique**.
- **Pour accompagner les étudiants et les jeunes adultes, les Orange Digital Centers (ODC)** constituent le pilier de la stratégie d'inclusion numérique d'Orange en Afrique. Ces ODC comblent le gap entre la formation académique et les besoins du marché du travail en **offrant gratuitement des formations intensives** de trois mois aux métiers du développement web, de la data science, de l'intelligence artificielle et de la cybersécurité. A titre d'exemple, les ODC ont mis en place le programme « l'Ecole du Code » qui offre une formation gratuite en développement logiciel et design numérique à un public âgé de 18 à 35 ans. En Tunisie, en 2023, le taux d'insertion professionnelle des participants de ce programme était de 95 % et au Sénégal ce taux est depuis 2017 en moyenne de 84 %. Ces résultats importants en termes d'insertion professionnelle démontrent la pertinence de cette approche qui allie excellence technique et ancrage local.
- **Pour les femmes**, les 226 Maisons Digitales d'Orange en Afrique et au Moyen-Orient ont accompagné plus de **45 000 bénéficiaires** dans leur autonomisation numérique. Par exemple, à Madagascar, les 44 maisons digitales ont formé plus de 10 000 femmes dans différents domaines : développement personnel, compétences numériques et micro-entrepreneuriat. Cette démarche d'inclusion s'étend également aux ODC. Ainsi, à fin 2024 sur les **1,2 million de personnes** qui ont bénéficié des activités des ODC, **50 % étaient**

des femmes. Enfin, Orange soutient également l'entrepreneuriat féminin avec le Prix Orange de l'Entrepreneur Social en Afrique et au Moyen-Orient (POESAM). En 2023, ce prix a reçu **1 300 candidatures** avec une participation féminine en hausse (29 % contre 26 % en 2022), témoignant de l'impact croissant des programmes de sensibilisation à l'entrepreneuriat féminin.

Entrepreneuriat, incubation et accélération

Orange stimule l'écosystème entrepreneurial africain via des programmes d'accompagnement et de financement de projets, avec l'ambition de transformer les compétences acquises des participants en opportunités économiques.

- **Les ODC sont présents dans 16 pays d'Afrique et du Moyen-Orient et comportent 34 clubs satellites déployés en partenariat avec les universités de ces régions.** A fin 2024, ces centres ont accompagné 313 startups, participant au développement de leur activité et à la signature de contrats commerciaux avec Orange ou ses partenaires.
- **Au-delà de la formation, les ODC fournissent aussi un programme d'accélérateur de start-up adapté aux réalités du continent : Orange Fab.** Les Orange Fab proposent des programmes d'incubation comme le programme Visa en Côte d'Ivoire ou encore l'initiative Entrepreneurship Track au Sénégal. Le premier a incubé 20 start-ups ivoiriennes développant notamment, des solutions d'inclusion financière pour les populations non bancarisées. Le second a formé au Sénégal 120 jeunes et accompagné 30 start-ups développant des solutions innovantes comme des plateformes locales d'e-commerce ou des applications de santé digitale.
- **Le groupe Orange est également présent dans le financement de start-up et de porteurs de projets au travers de plusieurs programmes d'investissement comme son fonds Orange Ventures ou encore le MEA seed Challenge.** Le premier dispose d'une enveloppe de 50 M EUR dédiés à l'Afrique et au Moyen-Orient et a déjà financé 20 start-ups dans des secteurs stratégiques, comme les Fintech, l'AgriTech et l'e-santé. Le second propose des financements pour les start-ups en phase d'amorçage avec des tickets pouvant atteindre 200 000 EUR.



5. Un appui technique et financier aux grands projets d'infrastructures et de service public en Afrique

La Banque Africaine de Développement estime que 70 % des infrastructures qui seront en place d'ici 50 ans en Afrique ne sont pas encore construites⁷⁰. En outre, combler le retard dans les infrastructures pourrait accroître la croissance du PIB par habitant de 2,6 points de pourcentage par an en Afrique subsaharienne⁷¹. La mise en place de ces infrastructures représente un défi majeur qui nécessite à la fois des compétences techniques de haut niveau et des financements conséquents, qui ne sont pas toujours disponibles localement.

5.1 Une expertise française en matière de services publics, de grands projets et de développement inclusif

L'accès aux services publics de base, comme les transports publics, l'électricité et l'eau, est une condition nécessaire à un développement inclusif en Afrique. Malgré les progrès réalisés, plusieurs indicateurs sont encore critiques, comme le taux d'accès à l'électricité qui n'était que de 51,5 % en 2022 en Afrique subsaharienne⁷² ou encore, la part de la population africaine qui n'a pas accès à l'eau potable de base estimée à 32 %⁷³.

Les entreprises françaises ont développé une expertise dans la fourniture de services publics essentiels, la conduite de projets complexes et la mise en place de financements pour les infrastructures.

La grande expérience des entreprises française dans le domaine du service public participe à répondre aux besoins de développement des pays africains.

Suez, par exemple, a raccordé 32 villes secondaires de Côte d'Ivoire en 2016 (40 installations)⁷⁴ et Abidjan en 2018 (80 installations)⁷⁵, permettant à plus d'un million de citoyens ivoiriens d'avoir un accès continu à une eau potable de qualité, dans le cadre du programme « Eau pour tous ». En outre, des entreprises françaises telles que IN Groupe sont reconnues pour leurs compétences dans les solutions d'identification sécurisée. Cette expertise pourrait contribuer à résoudre les problèmes persistants liés aux services publics de délivrance de documents d'identité. Dans ce domaine, l'expertise de IN Groupe a déjà permis de mettre en place plusieurs cartes nationale d'identité électronique en collaboration avec la République du Ghana⁷⁶ et celles

du Gabon. Dans le secteur du logement, on peut également évoquer l'action de Bpifrance, qui, à travers un crédit export de 23 millions d'euros, a accompagné en avril 2021, le Ministère de la Construction, du Logement et de l'urbanisme (MCLU) ivoirien dans le cadre d'un projet de simplification et de transformation numérique du foncier urbain. Ce projet, piloté par l'Institut Géographique national France International (IGN FI), vise alors la dématérialisation complète des procédures, la sécurisation des titres de propriété et la réduction de 90% des délais administratifs⁷⁷. Enfin, dans le secteur des transports publics, des entreprises comme Meridiam, contribuent à travers leur expertise à réduire les fractures territoriale et socioéconomique (cf. encadré ci-dessous).

Les entreprises françaises sont également reconnues en Afrique pour leur savoir-faire dans le domaine de la mise en place de projets complexes.

Elles contribuent à la réalisation de projets ambitieux, à l'image de la première ligne de métro d'Abidjan en Côte d'Ivoire, « le projet de *mass transit* le plus ambitieux d'Afrique Subsaharienne »⁷⁸.

⁷⁰ Banque Africaine de Développement (2024). Building climate-resilient infrastructure in Africa: challenges and opportunities.

⁷¹ Banque Mondiale (2017). Africa's Pulse, Fifteenth Edition – Why We Need to Close the Infrastructure Gap in Sub-Saharan Africa.

⁷² Donnée Banque Mondiale (site internet consulté le 7/03/2025).

⁷³ Unicef (2022). « L'Afrique doit accélérer considérablement les progrès en matière d'eau, d'assainissement et d'hygiène ».

⁷⁴ D'après le site internet de SUEZ (consulté le 23/01/2025).

⁷⁵ Ibidem.

⁷⁶ IN Groupe, International (consulté le 28/04/2025)

⁷⁷ Bpifrance (2025)

⁷⁸ Alstom (2019) « Alstom participera à la ligne 1 du métro d'Abidjan. » (consulté le 27/02/2025).

⁷⁹ Gouvernement de Côte d'Ivoire (2025). « Ligne 1 du métro d'Abidjan : le ministre Amadou Kone instruit les maires des communes impactées par le projet sur l'état d'avancement des travaux. » (consulté le 27 février 2025).

Piloté par un groupement d'entreprises françaises, le métro est construit par Bouygues Travaux Publics, Colas Rail et Alstom, et l'opération et la maintenance sont gérées par le groupe Keolis. Avec un tracé de 37 km, le projet comportera 24 ponts, 1 viaduc sur la lagune, 34 passerelles piétonnes et 8 passages souterrains⁷⁹. Alstom fournira également des trains, équipés du système CBTC⁸⁰, permettant une gestion précise et sécurisée du trafic en optimisant les intervalles entre les trains. Ce projet dotera la métropole ivoirienne d'un système de transport au niveau des plus grandes capitales mondiales.

Toujours dans le domaine de projets complexes, la contribution des acteurs français en Afrique ne se limite pas à la construction d'infrastructures de transport, mais s'étend également à la mise en place d'usines de production. En Afrique du Sud, Alstom, via sa coentreprise *Gibela*, a implanté à Dunnottar « la plus grande installation de production de trains »⁸¹ du continent. Inaugurée en octobre 2018, cette unité de production permet la création d'une nouvelle flotte moderne de 580 trains de banlieue sud-africains⁸², employant 98 % de personnel local et 50 % de femmes⁸³.

L'expertise des entreprises françaises en gestion de grands projets se distingue aussi lors de la phase de financement, notamment au travers des contrats de partenariat public-privé (PPP). Avec un cadre légal dédié désormais en place dans la majorité des pays africains (80 %) en 2024⁸⁴, le continent est de plus en plus disposé à mobiliser les PPP pour accélérer son développement. D'après Meridiam⁸⁵ :

« Les partenariats public-privé incarnent une approche innovante pour relever les défis contemporains, en conjuguant l'agilité et la créativité du secteur privé avec la vision et l'intérêt collectif du secteur public. Ils permettent de mutualiser les ressources, de stimuler l'innovation et d'accélérer la réalisation de projets ambitieux au service du bien commun. »



En outre, les financements au travers des contrats PPP constituent un instrument efficace pour limiter l'endettement des pays, la dette publique étant en moyenne à plus de 60 % en Afrique en 2023⁸⁶. En effet, dans le cadre de projet PPP, l'Etat, tout en restant propriétaire de l'infrastructure, bénéficie de la part d'un acteur privé, de son expertise et de sa capacité à mobiliser des financements. Ainsi, ce mécanisme permet de soulager la pression sur le budget public en concentrant les ressources sur d'autres priorités stratégiques comme la santé ou l'éducation. D'après la base de données PPI de la Banque Mondiale⁸⁷, les entreprises françaises ont participé à environ 21 % des contrats PPP sur le continent africain, soit 62 projets sur 297 entre 2015 et 2023. Ces projets correspondent, en montant d'investissement moyen, à 10 % des PPP mondiaux.

⁸⁰ Le Communications-Based Train Control (CBTC) est un système de signalisation ferroviaire avancé reposant sur les télécommunications entre les trains et l'infrastructure au sol, pour optimiser la gestion du trafic et le contrôle des infrastructures.

⁸¹ Alstom (2018). « Gibela, la coentreprise d'Alstom, inaugure la plus grande installation de production de trains d'Afrique à Dunnottar, en Afrique du Sud » (consulté le 04/02/2025).

⁸² Ibidem.

⁸³ L'Usine Nouvelle (2018). « Alstom inaugure son usine Gibela en Afrique du Sud ».

⁸⁴ Sur les 54 pays africains, 42 ont adopté une législation sur les PPP. Banque Mondiale (2024) « Les PPP et leurs cadres juridiques et institutionnels : un nouvel outil de comparaison pour l'Afrique » (consulté le 29/02/2025).

⁸⁵ D'après l'entretien réalisé entre les équipes de Meridiam et de Deloitte (2024).

⁸⁶ CNUCED (2024). « A World of Debt ».

⁸⁷ Les données extraites de cette base sont des estimations. La base de données présente plusieurs limites : une couverture insuffisante des petits projets ; une sous-estimation des projets en difficulté (notamment en arbitrage international) ; une dépendance à des sources publiques dont l'exactitude et l'exhaustivité varient.



Tableau 3

Evolution du nombre de projets PPP et des valeurs des investissements PPP des entreprises françaises en Afrique sur la période 2015-2023

Année	Nombre de projets (unité)			Valeur des projets (M EUR)	
	France	Total	Part des entreprises françaises* (%)	Total	Part des entreprises françaises* (%)
2015	2	31	6 %	7 909	3 %
2016	7	17	41 %	3 642	34 %
2017	8	48	17 %	5 173	12 %
2018	3	38	8 %	8 450	8 %
2019	7	26	27 %	5 525	7 %
2020	8	26	31 %	13 767	9 %
2021	11	28	39 %	6 375	17 %
2022	7	38	18 %	5 675	2 %
2023	9	45	20 %	6 681	9 %
Ensemble période	62	297	21 %	63 196	10 %
Moyenne par année	7	33	23 %	7 022	10 %

Note de tableau : la part des entreprises françaises dans la valeur des projets est calculée sur 54 projets sur 62, 8 projets n'ayant pas de donnée sur la participation de la France.

Source : Base de données Private Participation in Infrastructure (PPI) de la Banque Mondiale (consultée le 03/02/2025) en USD courants, calculs Deloitte sur la base des données BCE des taux EUR-USD annuels moyens entre 2015 et 2023⁸⁸ (données consultées le 11/03/2025)

Les projets PPP des entreprises françaises en Afrique sont largement dominés par les secteurs de l'énergie, 47 projets (soit 75,8 %), et des transports, 11 projets (soit 17,7 %) (cf. Figure 9).

Parmi ces projets, celui d'extension du port de Tema, porté par le groupe AGL, en collaboration avec APM Terminals et l'Autorité portuaire du Ghana (GPHA), offre une infrastructure portuaire moderne et dotée de technologies de pointe⁸⁹.

Dans le secteur de l'énergie, le barrage hydroélectrique de Nachtigal au Cameroun, dans lequel EDF⁹⁰ participe, devrait couvrir près de 30 % des besoins énergétiques du pays lors de sa mise en service définitive en 2025.

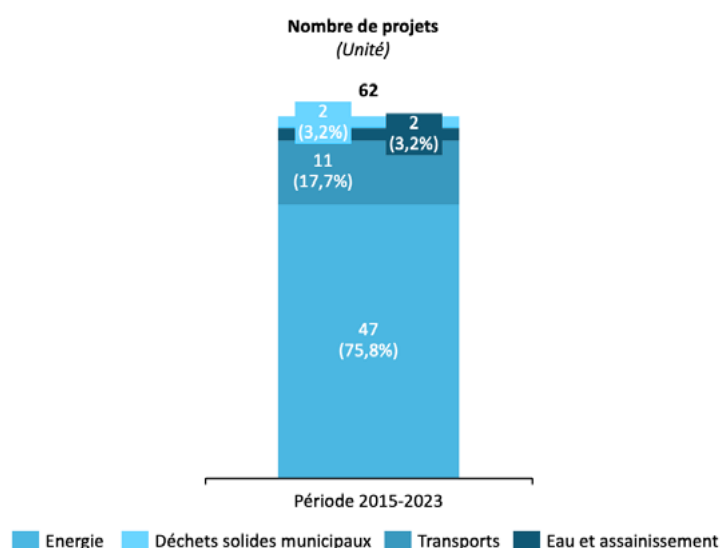
⁸⁸ Les taux annuels moyens EUR-USD entre 2015 et 2023 sont respectivement de : (i) 1 EUR = 1,1095 ; (ii) 1 EUR = 1,1069 ; (iii) 1 EUR = 1,1297 ; (iv) 1 EUR = 1,1810 USD ; (v) 1 EUR = 1,195 ; (vi) 1 EUR = 1,1422 USD ; (vii) 1 EUR = 1,1827 ; (viii) 1 EUR = 1,053 et 1 EUR = 1,0813. Données BCE consultées le 11/03/2025.

⁸⁹ AGL (2023). « Lancement officiel de la phase 2 du projet d'extension du terminal 3 de MPS au Ghana. »

⁹⁰ Site internet EDF Cameroun (consulté le 12/02/2025).

Figure 9

Nombre des investissements réalisés par les entreprises françaises dans les projets PPP en Afrique sur la période 2015-2023



Source : Base de données Private Participation in Infrastructure (PPI) de la Banque Mondiale (consultée le 03/02/2025) en USD courants, calculs Deloitte sur la base des données BCE des taux EUR-USD annuels moyens entre 2015 et 2023 (données consultées le 11/03/2025)

En 2023, selon la CNUCED, le commerce intra-africain demeure limité ne représentant que 16 % du commerce total du continent⁹¹

Ce niveau d'échange s'explique, notamment, par un besoin de financement en infrastructure, estimé entre 181 et 221 Mds USD par an sur la période 2023-2030⁹² pour atteindre les Objectifs de Développement Durable de l'ONU⁹³. L'Union européenne (UE), apporte sa contribution dans le financement de ces infrastructures via sa stratégie Global Gateway qui prévoit 150 Mds EUR d'investissements en Afrique d'ici 2027⁹⁴. A titre d'exemple, l'UE a financé en partie le corridor de Lobito qui relie la RDC et la Zambie à l'Angola jusqu'au port de Lobito, sous gestion de l'entreprise française AGL⁹⁵. Ce corridor est un nœud stratégique qui soutient le commerce intra-africain, particulièrement important dans le cadre

de la mise en œuvre de la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf) et de l'Agenda 2063 de l'Union africaine, visant à renforcer l'intégration économique du continent.

Les entreprises françaises peuvent également proposer des solutions innovantes pour assister les Etats dans la collecte de certaines taxes pouvant être mobilisées dans le financement des services publics. Le Ministère du Budget guinéen⁹⁶ a par exemple mis en place dès 2018 une Taxe Unique sur les Véhicules à moteurs (TUV), payable par les contribuables via Orange Money. En outre, Bureau Veritas a, en collaboration avec l'Etat togolais, mis en place un guichet unique du commerce extérieur afin de centraliser et digitaliser les formalités douanières au port de Lomé⁹⁷.

5.2 L'apport de l'expertise française dans la préparation de grands projets structurants

Les groupes d'ingénierie et bureaux d'études français, reconnus à l'échelle internationale,⁹⁸ apportent un savoir-faire essentiel à la préparation des grands projets d'infrastructure (étude de faisabilité, planification, organisation, etc.). Que ce soit avec le Bus Rapid Transit (BRT) au Sénégal, le tramway d'Ouargla en Algérie ou encore deux ponts au Rwanda, l'expertise française est mobilisée pour la structuration de grands projets en Afrique. Systra en est un exemple emblématique, étant le seul bureau d'études à avoir participé à la conception des trois lignes du métro du Caire, un projet structurant pour la capitale égyptienne⁹⁹. En maîtrise d'œuvre,

⁹¹ CNUCED (2025). Rapport 2024 sur le développement économique en Afrique.

⁹² Banque Africaine de Développement (2024). Scaling up financing is key to accelerating Africa's structural transformation.

⁹³ ONU, Objectifs de Développement Durable (consulté le 03/02/2025).

⁹⁴ Commission Européenne. Global Gateway (consulté le 20/05/2025).

⁹⁵ AGL (2023).

⁹⁶ Ministère du Budget de Guinée – Direction Générale des Impôts (2018). « Mise en vente des vignettes de la Taxe Unique sur les Véhicules (TUV) pour l'année 2018. » (consulté le 04/03/2025).

⁹⁷ Bureau Veritas (2023). Actualités (consulté le 20/05/2025).

⁹⁸ Egis et Systra sont 17ème et 22ème du classement TOP225 International Design Firms du magazine Engineering News-Record.

⁹⁹ Systra. « Métro du Caire – Egypte » (consulté le 28/01/2025).

les groupes français Egis et Systra ont contribué au développement du réseau de transport marocain, notamment avec la première ligne à grande vitesse (LGV) d'Afrique reliant Tanger à Kénitra

(cf. encadré ci-dessous), pour l'Office National des Chemins de Fer (ONCF). Egis a mené les études préliminaires du projet de gestion des risques naturels sur les plages de Saly au Sénégal. De même,

Setec International a effectué l'ensemble des études préliminaires d'ingénierie d'assainissement et de drainage autoroutier pour une section de l'autoroute Dakar – Thiès au Sénégal¹⁰⁰.

Encadré 4

LA CONTRIBUTION DES BUREAUX D'ÉTUDES FRANÇAIS AU DÉVELOPPEMENT DU TRANSPORT FERROVIAIRE AU MAROC¹⁰¹

Pour le compte de l'Office National des Chemins de Fer (ONCF), les groupes français Egis et Systra ont assuré la maîtrise d'œuvre génie civil de la première ligne à grande vitesse (LGV) d'Afrique reliant Tanger à Kénitra.

Egis a assuré la maîtrise d'œuvre pour le lot nord et pour le contrat voie, caténaire et bases travaux sur l'ensemble de la ligne. L'entreprise a joué un rôle clé dans le pilotage de ce projet de génie civil. Elle a pris part à la conception, planification, et gestion de la construction (dont l'optimisation de l'excavation et du transport de millions de m³ de terre et la construction de quatre viaducs), la gestion des risques sismiques, la conception de structures adaptées et la fourniture de recommandations en matière d'installation de dispositifs parasismiques. L'entreprise a également supervisé l'installation d'infrastructures ferroviaires telles que l'alimentation électrique par caténaires, les voies et bases travaux.

De son côté, après avoir réalisé l'avant-projet sommaire du tronçon Tanger-Kénitra, Systra a eu la charge de plusieurs missions telles que la maîtrise d'œuvre du génie civil pour le tronçon sud entre Larache et Kénitra, l'assistance à la maîtrise d'ouvrage pour la conduite des opérations relatives aux équipements ferroviaires et électromécaniques aux côtés de l'ONCF. En outre, l'entreprise a été responsable de la conception de la signalisation ERTMS niveau 2, de l'atelier de maintenance, de l'alimentation électrique de la ligne, de la vérification de l'infrastructure ainsi que de la validation de l'ensemble des jalons du projet et de la réalisation des opérations des essais.

Dernièrement, l'ONCF a attribué au groupement Egis, Systra et Novec (entreprise marocaine) le contrat d'assistance à maîtrise d'ouvrage pour l'extension de la LGV entre Kénitra et Marrakech.

Enfin, Egis et Systra ont également contribué au développement du secteur ferroviaire marocain à l'échelle locale en assurant la maîtrise d'œuvre du tramway de Casablanca pour le compte de Casa Transports.



¹⁰⁰ Informations issues des sites internet des groupes Egis, Systra et Setec International (consultés en janvier 2025).

¹⁰¹ D'après les sites internet des groupes Egis et Systra (consultés en janvier 2025).

6. L'intégration des enjeux climatiques et de durabilité dans les projets d'infrastructures en Afrique

La prise en compte de l'urgence climatique et de ses conséquences sociales constitue un impératif pour l'Afrique.

Le poids économique des événements climatiques (notamment extrêmes), toujours plus fréquents, pèse lourdement sur les budgets des Etats et leur capacité à investir, par exemple, dans les services publics de base. L'adaptation au changement climatique à l'échelle du continent devrait coûter entre 30 Mds USD et 50 Mds USD (soit 2 % à 3 % du PIB régional) sur la prochaine décennie¹⁰².

Les entreprises françaises ont une forte expérience dans la prise en compte des enjeux climatiques dans la mise en œuvre de grands événements et de grands projets.

Par exemple, la Société des Grands Projets (ex – Société du Grand Paris) adopte une approche innovante et respectueuse de l'environnement dans le cadre du projet Grand Paris Express : réduction de 25 % des émissions de gaz à effet de serre associées à la construction¹⁰³, notamment au travers de l'utilisation de béton bas carbone¹⁰⁴ ainsi que la valorisation des terres excavées¹⁰⁵. Dans le même sens, les projets réalisés par la SOLIDEO¹⁰⁶ dans le cadre des

Jeux Olympiques et Paralympiques de Paris 2024 (JOP24)¹⁰⁷ combinaient des solutions innovantes, comme les jumeaux numériques, et une empreinte carbone plus faible (47 %¹⁰⁸ plus faible par rapport à l'élaboration d'ouvrages similaires).

L'expérience française en général est mobilisée en Afrique dans le cadre de grands événements et projets (événements sportifs, transports publics urbains, énergies renouvelables, etc.). S'agissant des projets d'infrastructure de transport, les entreprises françaises implémentent des projets à impacts environnementaux positifs depuis plusieurs années : BRT et assainissement et drainage autoroutier au Sénégal ; ligne LGV Tanger – Kénitra au Maroc ; trois lignes de métro au Caire en Egypte (cf. section 5.2).

S'agissant de la construction de villes durables en Afrique, les acteurs français sont d'ores et déjà moteurs grâce à leur savoir-faire industriel et à la répliquabilité de leurs success stories innovantes. La transition vers des villes durables (cf. ci-dessous) est un enjeu clé pour le développement du continent selon Gérard Wolf, Président de la Task Force Ville Durable du MEDEF International¹⁰⁹ :

« La construction de villes durables doit être au cœur des stratégies de développement des pays africains : accès aux services essentiels (Eau, Energie, Gestion des Déchets et Transports) et l'intégration maximale du principe d'Economie Circulaire. Les entreprises françaises, à travers leur savoir-faire et leur maîtrise de méthodes innovantes (jumeaux numériques par exemple) limitant leur empreinte carbone, peuvent y contribuer. »

Gérard Wolf

Président de la Task Force Ville Durable du MEDEF International¹¹⁷

¹⁰² Organisation Météorologique Mondiale (2024) « State of the Climate in Africa 2023. »

¹⁰³ Société des Grands Projets (ex - Société du Grand Paris) (2022), « Bilan des émissions de gaz à effet de serre de la Société du Grand Paris et du Grand Paris Express ».

¹⁰⁴ Site de la société des Grands projets (2025), « De l'idée à l'usine : la flash calcination transforme l'argile du Grand Paris Express ».

¹⁰⁵ Site de la société des Grands projets (2025), « Une feuille de route RSE pour un projet de développement durable »

¹⁰⁶ Société de livraison des ouvrages olympiques (SOLIDEO).

¹⁰⁷ Site internet de la SOLIDEO (consulté le 26/02/2025)

¹⁰⁸ Paris 2024 (2024). « Paris 2024 présente le bilan de ses actions pour des Jeux plus responsables. »

¹⁰⁹ D'après l'entretien réalisé entre M. Gérard Wolf et les équipes de Deloitte (2024).



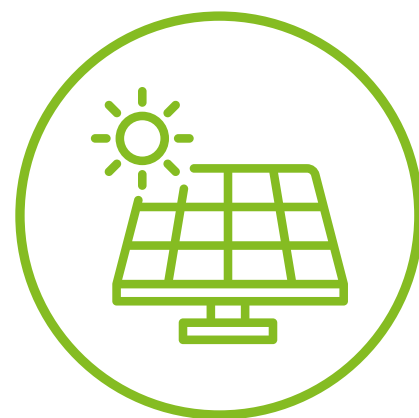
Encadré 5

LE CLUB ABIDJAN VILLE DURABLE EN CÔTE D'IVOIRE¹¹⁰

En 2016, en Côte d'Ivoire, 97 entreprises françaises en collaboration avec Business France, la Direction Générale du Trésor, l'AFD, Bpifrance, Expertise France et le MEDEF International ont monté l'association Club Abidjan Ville Durable, ci-après, « le club ». Cette association réunit des partenaires publics, parapublics et privés locaux et français, présents dans tous les secteurs clés de la ville durable ivoirienne. Son objectif est de générer un véritable écosystème autour de la « ville durable » via des projets durables, sociaux et environnementaux. C'est ainsi que, le club a participé à la co-construction de projets pour la Coupe d'Afrique des Nations (CAN) 2023 dans les secteurs de l'énergie, du logement, de l'assainissement et de l'économie circulaire.

Enfin, l'expertise des entreprises françaises est mobilisée dans le développement des énergies renouvelables, favorisant la transition vers des villes durables en Afrique. Selon l'Agence Internationale de l'Energie (IEA), Le continent africain a un large potentiel en matière d'énergies renouvelables¹¹¹. Ainsi, en 2022, si le continent accueillait

60 % des meilleures ressources solaires mondiales¹¹², il ne représentait que 1 % de la capacité photovoltaïque installée. Dans ce contexte, plusieurs initiatives d'acteurs français tels EDF et Engie contribuent au développement des énergies renouvelables sur le continent comme l'illustrent les exemples recensés ci-après (cf. tableau ci-dessous).



¹¹⁰ D'après le site Club Abidjan Ville Durable et la présentation institutionnelle de l'association (consulté le 27/02/2025).

¹¹¹ International Energy Agency (IEA) (2022), Africa Energy Outlook 2022.

¹¹² La puissance solaire, mesurée en watt-crête, dépend de plusieurs paramètres naturels comme l'intensité et la durée du rayonnement solaire. Ainsi, toutes les régions n'ont pas la même qualité de ressource solaire.

Tableau 4

Exemples de projets dans le domaine des énergies renouvelables en Afrique portés par des entreprises françaises depuis 2021¹¹³

Entreprise(s)	Pays	Nom du projet	Capacité	Description du projet	Date de mise en service
TotalEnergies	Afrique du Sud	Centrale solaire dans la province du Northern Cape	216 MW	En partenariat avec Hydra Storage Holding et Reatile Renewables, cette centrale comprend un système de stockage par batterie de 500 MWh.	2025
Volta	Afrique du Sud	Bolobedu	148 MW	Centrale photovoltaïque qui fournira de l'électricité à Richards Bay Minerals, filiale du groupe métallurgique et minier anglo-australien Rio Tinto.	2025
Engie	Egypte	Red Sea Wind Energy	650 MW	En partenariat avec Toyota Tsusho Corporation, Eurus Energy Holdings Corporation et Orascom Construction, ce parc éolien onshore sera le plus grand d'Afrique à sa mise en service.	2025
Meridiam et Engie	Sénégal	Kahone Solaire SA & Kael Solaire SA	60 MW	Les deux centrales, (Kahone Solaire SA (35 MW) et Kél Solaire SA (25 MW) fournissent de l'électricité verte à 540 000 personnes.	2021
Engie	Afrique du Sud	Grootspruit PV & Graspan Solar PV	150 MW	Les deux centrales auront 75 MW de capacité.	Fin 2024-mi 2025
EDF	Afrique du Sud	Koruson 2	520 MW	Deux parcs éoliens de 140 MW (Umsobomvu et Hartebeetsthoek) et une centrale solaire (Mooi Plaats) de 240 MW (développés par Envusa Energy).	Prévue mi-2025
EDF	Afrique du Sud	Umoyilanga	178 MW	Combinaison virtuelle des productions de la centrale solaire d'Avondale (115 MW) et du parc éolien de Dassiesridge (63 MW) complété par une capacité de 75 MW de batteries.	Prévue en 2026
EDF	Cameroun	Barrage hydroélectrique de Nachtigal	420 MW	Barrage hydroélectrique financé par un contrat PPP. Il alimentera 30 % du pays.	Prévue en 2025
EDF, Meridiam et SIFCA	Côte d'Ivoire	Centrale biomasse Biovéa	46 MW	Il s'agit de la plus grande centrale biomasse d'Afrique de l'Ouest. Située à Aboisso, elle sera alimentée à partir de résidus agricoles et répondra aux besoins en électricité de l'équivalent de 1,7 millions de personnes par an.	Prévue fin 2025

¹¹³ Sites internet EDF, Engie, TotalEnergies, Meridiam et Volta (consultés le 29/04/2025)



TotalEnergies, impact des activités historiques de la compagnie et adaptation aux enjeux locaux et environnementaux du continent.

TotalEnergies est présent de longue date en Afrique aussi bien dans l'Exploration et la Production que dans le Marketing et les Services. Aujourd'hui la compagnie, avec près de 10 % de ses effectifs en Afrique, est le premier producteur de pétrole et de gaz (1,1 Mboe/d de production opérée) et le premier distributeur du continent (4600 stations-services à travers 35 pays).

La position de TotalEnergies en Afrique est soutenue par le développement de ses actifs existants et le lancement de projets majeurs : Kaminho en Angola, Tilenga/Eacop en Ouganda/Tanzanie, redémarrage de Mozambique LNG dès que les conditions de sécurité seront réunies et développement prochain de la découverte de Venus en Namibie. S'ajoute à cela un ambitieux

programme d'exploration avec plusieurs puits à forer et à évaluer, notamment au Congo, au Nigeria, en Angola, en Namibie et en Afrique du Sud.

TotalEnergies s'est donné pour mission de satisfaire la demande énergétique croissante des populations africaines tout en répondant aux enjeux climatiques du continent. Pour ce faire, la compagnie veille à proposer des solutions à des coûts abordables, évoluant vers un mix énergétique moins carboné et reposant sur des opérations plus respectueuses de l'environnement, tout en partageant la prospérité avec les parties prenantes. Cet engagement s'illustre au travers d'actions concrètes, présentées ci-dessous.

Des solutions évoluant vers un mix énergétique moins carboné

- Installation de capacité de génération électrique renouvelable²⁰ avec déjà plus de 1,1 GW en Afrique grâce à des projets solaires (Afrique du Sud, Angola, Ouganda, Mozambique et Nigeria), électriques (Ouganda) ou encore éoliens (Afrique du Sud). Des capacités additionnelles sont en phase de développement.

Des solutions reposant sur des opérations plus respectueuses de l'environnement

- Fourniture de GPL à usage domestique pour éviter l'utilisation de bois pour la cuisson.
- Développement de nouveaux projets dont l'intensité des émissions est inférieure à la moyenne de son portefeuille.
- Arrêt du torchage de routine avec objectif « 0 émission » de méthane comme déjà réalisé au Nigeria et au Gabon.
- Développement de puits de carbone naturels à la suite des projets existants au Congo et au Gabon.
- Mise en place de plans d'actions biodiversité pour tous les sites de la compagnie et « 0 déforestation nette » sur les nouveaux sites.

Des solutions qui créent de la valeur localement

- Création d'emplois locaux via des projets comme Tilenga/Eacop (22 000 emplois directs déjà créés), mise en place de programmes de formation, ou encore contrats de biens et services attribués à des entreprises locales pour assurer une chaîne d'approvisionnement durable.
- Tolérance zéro à l'égard de toute forme de fraude ou de trafic d'influence et respect des droits de l'homme dans toutes les activités de la compagnie.
- Construction de partenariats locaux et durables, ayant permis à ce qu'en moyenne 90 % des

Source : Communication officielle TotalEnergies (2025)



¹¹⁴ Infrastructures actuellement en opération et en construction.

Annexes

Annexe 1 : Méthodologie de l'étude

Analyse du partenariat économique entre la France et l'Afrique :

L'étude du partenariat économique entre la France et l'Afrique repose sur les éléments suivants : (i) l'analyse dynamique d'indicateurs économiques publiquement disponibles et (ii) l'analyse d'informations qualitatives publiquement disponibles ou issues d'entretiens réalisés avec des acteurs clés de l'écosystème des entreprises françaises en Afrique.

Les données qui ont été collectées sont les suivantes :

- **Les données INSEE d'exportations françaises** vers l'Afrique sur la période 2015-2024.
- **Les données Banque de France de flux et de stock d'Investissement directs à l'étranger (IDE)** français vers l'Afrique sur la période 2015-2023. Les résultats sont disponibles selon la nomenclature NACE Rev. 2 : (A) agriculture, sylviculture et pêche, (B) industries extractives, (C) industrie manufacturière, (D) production et distribution d'électricité, de gaz, de vapeur et d'air conditionné, (E) production et distribution d'eau ; assainissement, gestion des déchets et dépollution, (F) construction, (G) commerce ; réparation d'automobiles et de motocycles, (H) transport et entreposage, (I) hébergement et restauration, (J) information et communication, (K) activités financières et d'assurance, (L) activités immobilières, (M) activités spécialisées, scientifiques et techniques, (N) activités de services administratifs et de soutien, (O) administration publique, (P) enseignement, (Q) santé humaine et action sociale, (R) arts, spectacles et activités récréatives, (S) autres activités de services.

- **Les données Eurostat sur le nombre de filiales, le chiffre d'affaires et nombre d'employés** issues de l'enquête européenne Outward Foreign Affiliates Statistics (OFATS) sur la période 2015-2020. Les résultats sont agrégés au niveau « B-S_X_O » de la nomenclature NACE Rev. 2 : B (industries extractives) à S (autres activités de services), hors O (administration publique).
- **Les données Banque Mondiale sur le nombre et la valeur des contrats PPP** issues de la base de données *Private Participation in Infrastructure* (PPI) sur la période 2015-2023. Le découpage sectoriel de la Banque mondiale est le suivant : « Energy », « ICT », « Transports », « Municipal Solid Waste » et « Water and Sewerage ».
- **La collecte de données réalisée par MEDEF International**, avec l'appui de Deloitte et de la Direction générale du Trésor, concernant les données d'activités pour l'année 2023 de près de 300 filiales, de 70 groupes français, présentes en Afrique.

Les informations sur les projets présentés dans cette étude proviennent de sources publiques en ligne, telles que des rapports officiels, des articles de presse numérique et des communiqués d'entreprises. L'ensemble des sources utilisées est référencé en note de bas de page du rapport.

Les entretiens ont été menés auprès d'acteurs clés de l'écosystème des entreprises françaises en Afrique, sélectionnés par le MEDEF International. Ci-dessous est fourni l'ensemble des acteurs interrogés pour ce rapport.

Tableau 5

Acteurs de l'écosystème des entreprises françaises en Afrique ayant participé à un entretien avec les équipes Deloitte

Entreprise(s)	Interlocuteur	Poste	Date
AGL et MEDEF International	Philippe Labonne	Président d'Africa Global Logistics (AGL) et Président du Comité Afrique de MEDEF International	11/12/2024
Meridiam	Mete Saracoglu	COO Africa	
MEDEF International	Gérard Wolf	Président de la Task Force Ville Durable du MEDEF International	21/11/2024
Centre de développement de l'OCDE	Lorenzo Pavone	Directeur adjoint de la division des réseaux, des partenariats et de l'égalité entre les hommes et les femmes	16/12/2024
BPIFrance	Arnaud Floris	Responsable Afrique de l'Ouest et du Centre	08/01/2025
Index Up40 de MEDEF International	Multiples acteurs	Responsabilités multiples	08/01/2025
Orange	Asma Ennaifer	Directrice Executive RSE et Communication d'Orange MEA, Directrice des "Orange Digital Center", membre du Codir OMEA	12/03/2025
	Fabrice André	Senior Vice-President Orange Opérations en Afrique centrale et australe et dans l'Océan Indien	20/01/2025
CFAO	Richard Bielle	Directeur Général	05/02/2025
Canal +	David Mignot	Président Directeur Général Canal + Afrique	26/02/2025

Les entretiens ont porté sur quatre axes de discussion : (i) l'innovation et les investissements en Recherche & Développement (R&D) ; (ii) le capital humain et l'emploi ; (iii) le développement durable et (iv) la promotion des échanges internationaux.

Etudes de cas :

Cinq initiatives sélectionnées par le MEDEF International ont fait l'objet d'une analyse d'impacts spécifiques. Le tableau ci-dessous résume l'approche retenue pour chaque projet.

Tableau 6

Approche méthodologique retenue

Entreprise	Activité	Périmètre géographique	Approche retenue
Cajoo Malo	Activités dans le secteur de l'anacarde	Côte d'Ivoire	Analyse des effets directs et des effets d'entraînement via un modèle Input-Output (Leontief)
Canal +	Activités dans le secteur audiovisuel	Ensemble des pays où Canal+ opère en Afrique	Synthèse des impacts de Canal + sur l'écosystème audiovisuel et sur la structuration des chaînes de valeur locales
Orange	Programme de formation, d'incubation dans le domaine du numérique à destination des femmes et des jeunes	Ensemble des pays où Orange opère en Afrique	Synthèse des impacts des programmes de formation et d'entrepreneuriat d'Orange sur l'employabilité des femmes et des jeunes en Afrique
In Groupe	Solution de documents d'identité sécurisée	Ensemble des pays où In Groupe opère en Afrique	Synthèse concernant les principaux projets menés sur le continent
TotalEnergies	Activités dans le secteur de l'énergie	Ensemble des pays où TotalEnergies opère en Afrique	Synthèse des impacts locaux et environnementaux des activités de TotalEnergies dans secteur de l'énergie
Bpi	Banque publique d'investissement	Ensemble des pays où BPI intervient en support à l'export, notamment en Afrique	Synthèse des interventions menées



Contact

Philippe GAUTIER

Directeur Général MEDEF International

Pgautier@medef.fr

Deloitte.

Deloitte fait référence à un ou plusieurs cabinets membres de Deloitte Touche Tohmatsu Limited (« DTTL »), à son réseau mondial de cabinets membres et à leurs entités liées (collectivement dénommés « l'organisation Deloitte »). DTTL (également désigné « Deloitte Global ») et chacun de ses cabinets membres et entités liées sont constitués en entités indépendantes et juridiquement distinctes, qui ne peuvent pas s'engager ou se lier les uns aux autres à l'égard des tiers. DTTL et chacun de ses cabinets membres et entités liées sont uniquement responsables de leurs propres actes et manquements, et aucunement de ceux des autres. DTTL ne fournit aucun service aux clients. Pour en savoir plus, consulter www.deloitte.com/about. En France, Deloitte SAS est le cabinet membre de Deloitte Touche Tohmatsu Limited, et les services professionnels sont rendus par ses filiales et ses affiliés.